CRITEO

75009 Paris

Société Anonyme 32, rue Blanche

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

RBB Business Advisors 133 bis, rue de l'Université 75007 Paris

Deloitte & Associés 185 avenue Charles de Gaulle 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

CRITEO

Société Anonyme 32, rue Blanche 75009 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Criteo S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants : les paragraphes « Recours à des estimations » et « Impôts sur le résultat » de la note 3 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés mentionnent les jugements et estimations significatifs retenus par la Direction, ainsi que les modalités d'évaluation et de comptabilisation du crédit impôt recherche et des impôts différés actifs (note 10 de l'annexe).

Nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations et jugements, à examiner les procédures d'approbation de ces estimations et jugements par la Direction, à revoir par sondages les calculs effectués par la Société et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses et les options retenues par la Société.

Comme indiqué dans ces notes de l'annexe aux comptes consolidés, ces estimations reposent sur des hypothèses, les réalisations étant susceptibles de différer de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

CRITEO 3/3

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Neuilly-Sur-Seine, le 26 février 2016 Les Commissaires aux Comptes

RBB Business Advisors

Deloitte & Associés

Jean-Baptiste BONNEFOUX

Anthony MAAREK



Comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Sommaire

	AT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET	
	AT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	
ÉΤ	AT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	5
ΓΔ	BLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE	6
	AT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	
V	DTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	8
	Note 1 – Faits marquants et évènements significatifs	
	Note 2 – Informations générales et déclaration de conformité	10
	Note 3 – Principes et méthodes comptables	12
	Note 4 – Gestion des risques financiers	22
	Note 5 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques	25
	Note 6 – Nature des charges allouées par fonction	26
	Note 7 – Ventilation des charges de personnel	28
	Note 8 – Paiement fondé sur des actions	29
	Note 9 – Résultat financier	34
	Note 10 – Impôts sur les résultats	
	Note 11 – Catégories d'actifs et passifs financiers	37
	Note 12 – Goodwill	
	Note 13 – Immobilisations incorporelles	
	Note 14 – Immobilisations corporelles	42
	Note 15 – Actifs financiers non courants	42
	Note 16 - Créances clients	43
	Note 17 – Autres actifs courants	
	Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie	44
	Note 19 – Capital social	45
	Note 20 – Résultat par action	
	Note 21 – Avantages du personnel	
	Note 22 – Passifs financiers	48
	Note 23 – Endettement net	50
	Note 24 – Provisions	51
	Note 25 – Autres passifs courants	51
	Note 26 – Engagements hors bilan	
	Note 27 – Parties liées	53
	Note 28 – Evènements postérieurs à la clôture	53

ETAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET

(En milliers d'€)	Notes		31 Décembre	
		2013	2014	2015
Chiffre d'affaires	5	443 960	745 081	1 193 414
Coût d'achat des impressions	6	(264 952)	(441 427)	(711 755)
Autres coûts des ventes	6	(21 956)	(36 150)	(56 100)
Marge brute		157 052	267 504	425 559
Frais de recherche et développement	6/7	(32 175)	(45 293)	(78 313)
Frais marketing et commerciaux	6/7	(82 816)	(133 393)	(206 325)
Frais généraux et administratifs	6/7	(31 387)	(48 788)	(71 386)
Résultat opérationnel		10 674	40 030	69 535
Résultat financier	9	(6 868)	8 587	(4 094)
Résultat avant impôts		3 806	48 617	65 441
Impôts sur les résultats	10	(2 413)	(13 253)	(8 689)
Résultat Net		1 393	35 364	56 752
- Attribuable aux actionnaires de Criteo SA		1 065	34 354	54 296
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		328	1 010	2 456
Résultat par action en €	20	0,02	0,58	0,88
Résultat dilué par action en €	20	0,02	0,55	0,84

ETAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ELEMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Résultat net	1 393	35 364	56 752
Ecarts de conversion, nets d'impôts	1 317	3 376	7 014
- Ecarts de conversion	1 317	3 376	7 014
- Effet de l'impôt	-	-	8
Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel, nets d'impôts	(40)	328	95
- Gains et pertes actuariels sur avantages du personnel	(47)	386	115
- Effet de l'impôt	7	(58)	(20)
Instruments financiers, nets d'impôts	(83)		-
-Variation de juste valeur des instruments financiers	(98)	2	-
- Effet de l'impôt	15	-	φ.
Résultat global	2 587	39 068	63 861
- Attribuable aux actionnaires de Criteo	2 254	38 102	61 185
- Attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	333	966	2 676

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
		2013	2014	2015
Goodwill	12	4 191	22 944	38 553
Immobilisations incorporelles	13	6 624	10 560	15 126
Immobilisations corporelles	14	24 716	43 027	75 762
Actifs financiers non courants	15	7 627	9 494	15 784
Impôts différés actifs	10	4 486	7 113	18 432
TOTAL DE L'ACTIF NON COURANT		47 644	93 138	163 657
Clients et comptes rattachés	16	87 643	158 633	240 264
Créances d'impôts sur les résultats	10	8 014	2 883	2 500
Autres créances d'exploitation	17	13 466	21 021	41 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	234 343	289 784	324 733
TOTAL DE L'ACTIF COURANT		343 466	472 322	609 441
TOTAL OF ILLETIC		201.440	606 450	777 000
TOTAL DE L'ACTIF		391 110	565 459	773 098
(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
		2013	2014	2015
Capital	19	1 421	1 523	1 562
Primes		241 468	265 522	277 901
Réserve de Conversion		1 384	4 804	11 598
Réserves		19 523	35 302	90 997
Résultat de l'exercice		1 065	34 354	54 296
Capitaux propres - part du Groupe		264 861	341 505	436 354
Participations ne donnant pas le contrôle		213	1 433	4 315
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		265 074	342 938	440 669
Dettes financières - non courantes	22	6 119	4 333	3 005
Avantages du personnel	21	925	1 024	1 327
Impôts différés passif		303	946	132
TOTAL DU PASSIF NON-COURANT		7 347	6 303	4 464
Dettes financières - courantes	22	5 197	7 841	6 573
Provisions	24	830	1 131	614
Fournisseurs et comptes rattachés		75 889	135 557	226 304
Dettes d'impôts sur les résultats		1 549	7 969	14 113
Autres dettes d'exploitation	25	35 224	63 719	80 361
TOTAL DU PASSIF COURANT		118 689	216 217	327 965
TOTAL DU PASSIF		391 110	565 459	773 098

TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'€)	Notes	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
		2013	2014	2015
Résultat net		1 393	35 364	56 752
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		21 558	53 931	70 867
- Amortissements et provisions		12 195	25 146	42 469
- Paiements fondés sur des actions		6 876	14 778	21 642
- Plus ou moins value sur cessions d'immobilisations		45	106	(1 918)
- Intérêts relatifs à des opérations de financement		9	17	5
- Eléments du résultat financier non décaissés		20	632	20
- Variation des impôts différés		(3 697)	(4 007)	(14 098)
- Impôts sur les bénéfices de l'exercice		6 110	17 260	22 747
Variation du besoin en fond de roulement		12 965	3 516	13 022
- Clients et comptes rattachés		(31 433)	(63 064)	(75 247)
- Fournisseurs et comptes rattachés		33 704	53 1 95	90 233
- Autres créances d'exploitation		(5 560)	(6 021)	(21 737)
- Autres dettes d'exploitation		16 254	19 406	19 773
Impôts sur les sociétés décaissés		(11 211)	(5 142)	(16 960)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		24 705	87 670	123 681
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(22 003)	(35 389)	(67 0 90)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		90	40	9
Acquisitions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise		(5 414)	(18 775)	(18 009)
Variation des actifs financiers non courants		(806)	(1 728)	(5 964)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(28 133)	(55 853)	(91 054)
Emissions d'empunts		8 000	4 243	3 629
Remboursements d'empunts		(3 450)	(4 902)	(8 101)
Intérêts relatifs à des opérations de financement		(9)	(17)	(5)
Augmentations de capital		192 175	23 854	12 417
Variation des autres dettes financières		-	205	(905)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		196 716	23 383	7 035
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	133	193 289	55 200	39 661
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	18	43 262	234 342	289 784
Incidences des éléments non monétaires et de la variation des cours des devis	ses	(2 208)	242	(4 712)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	18	234 342	289 784	324 733

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(En milliers d'€)	Capital	Primes	Ecarts de conversion	Réserves	Résultat net	Capitaux propres	Intérèts minoritaires	Capitaux propres de l'ensemble consolidé
Solde au 1er Janvier 2013	1 178	46 542	7.2	11 913	981	989 09	(242)	60 441
Résultat (perte) net(te)		,	,		1 065	1 065	328	1 393
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt	1	٠	1312	(123)		1 189	S	1 194
Total des autres éléments du résultat global	3 1 0	10.00	1 312	(123)	1 065	2 254	333	2 587
Affectation du resultat de l'exercice précédent	r	К.		981	(981)		*	
Augmentation de capital	243	194 926	2.0	α	Si	195 169	4	195 169
Paiements fondés sur des actions	·	45	5.	6 750		6 750	125	9289
Autres	¥	1.4	3.5	2	·	2	¥	2
Solde au 31 décembre 2013	1 421	241 468	1 384	19 523	1 065	264 861	213	265 074
Résultat (perte) net(te)	9	3.6		Ek	34 354	34 354	1 010	35 364
Autres elements du résultat global, nets d'impôt	,	r	3 420	328	*:	3 748	(44)	3 704
Total des autres éléments du résultat global	4	(#	3 420	328	34 354	38 102	996	39 068
Affectation du resultat de l'exercice précèdent	,	1		1 065	(1065)	3 C		
Augmentation de capital	102	24 054	1.	1	*	24 156	K	24 156
Paiements fondès sur des actions				14 523	5	14 523	255	14 778
Autres	•	*		(137)		(137)	100	(137)
Solde au 31 décembre 2014	1 523	265 522	4 804	35 302	34 354	341 505	1 433	342 938
Résultat (perte) net(te)	1	*	*		54 296	54 296	2 456	56 752
Autres éléments du résultat global,net d'impôt	F		6 794	95	72)	6889	220	7 109
Total des autres éléments du résultat global			6 794	95	54 296	61 185	2 676	63 861
Affectation du resultat de l'exercice précédent	3.0		:: ::	34 354	(34 354)	31	ж	1
Augmentation de capital	39	12 379	5	10		12 418	4	12 418
Paiements fondés sur des actions		2	25.	21 435	¥	21 435	206	21 641
Autres				(189)		(189)	0	(189)
Solde au 31 décembre 2015	1 562	277 901	11 598	266 06	54 296	436 354	4 315	440 669

Dans le cadre de l'affectation du résultat net, une partie du résultat net peut être affectée en réserves consolidées. Il n'y a pas de politique de transfert régulier. Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés annuels.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Criteo S.A. est une entreprise technologique permettant aux annonceurs d'optimiser leurs données afin d'attirer et de convertir les prospects en clients.

Criteo utilise des algorithmes prédictifs internes qui, associés à la connaissance de l'intention et des habitudes d'achat de l'utilisateur, lui permettent d'afficher des bannières publicitaires personnalisées de façon pertinente. Celles-ci sont délivrées et valorisées en temps réel.

Dans les notes qui suivent « Société-mère » fait référence à Criteo S.A. à titre individuel, tandis que « Groupe » réfère collectivement à Criteo S.A. et l'ensemble de ses filiales.

Note 1 – Faits marquants et évènements significatifs

Regroupements d'entreprises

Acquisition des titres DataPop Inc.

Le 17 février 2015, Criteo Corp., filiale de la société Criteo SA, a acquis DataPop Inc., une société basée à Los Angeles, spécialisée dans la personnalisation de catalogues produits adaptés à l'intention d'achat des utilisateurs pour un montant de 22,0 millions de dollars (16,0 millions d'euros) se décomposant en 3,7 millions de dollars (2,7 millions d'euros) en avances de trésorerie et 18,3 millions de dollars (13,3 millions d'euros) pour l'acquisition des titres, prélevé à la date d'acquisition sur la trésorerie disponible du Groupe. Ce regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode du coût d'acquisition conformément à la norme IFRS 3. La détermination de la juste valeur des actifs acquis et passifs encours est indiquée dans la note 12 de l'annexe aux états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

Paiements additionnels Tedemis

Le paiement du complément de prix déterminé par les parties au moment de l'acquisition de la société Tedemis d'un montant maximum de 4,0 millions d'euros était soumis à certaines conditions qui n'ont que partiellement été remplies à l'issue de la période de référence. En conséquence, la dette sur titres initialement enregistrée en autres dettes courantes a été soldée d'une part par un paiement de 2,0 millions d'euros et d'aure part par une annulation générant un produit de 2,0 millions d'euros. Ce dernier a été enregistré en diminution des frais généraux et administratifs au 31 decembre 2015.

Périmètre de consolidation

Création de Criteo MEA FZ LLC (Dubai), Criteo Reklamcılık Hzimetleri ve Ticaret A.Ş. (Turquie) et de Criteo Canada Corp. (Canada)

Ces filiales sont détenues et contrôlées à 100% par le Groupe et sont inclues dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2015 mais leur contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative.

Financement

Criteo Advertising (Beijing) Co.Ltd

En octobre 2014, une ligne de crédit renouvelable a été contractée avec HSBC pour financer le développement de notre filiale chinoise pour un montant de 15,0 millions de yuan renminbi. En mai 2015, ce montant a été porté à hauteur de 40,0 millions de yuan renminbi. Au 31 décembre 2015, cet emprunt a fait l'objet d'un tirage à hauteur de 25,0 millions de yuan renminbi (4,8 millions d'euros).

Criteo SA

Le 24 septembre 2015, une ligne de crédit renouvelable multidevises auprès de BNP Paribas, Crédit Lyonnais (LCL), HSBC France, Natixis et Société Générale, d'un montant de 250,0 millions d'euros (ou d'un montant équivalent en dollars ou dans d'autres devises optionnelles sous conditions) a été contractée pour une durée de cinq ans. Cette nouvelle ligne de crédit multidevises non garantie est destinée à financer les besoins généraux du Groupe, incluant les opérations de croissance externe. Les intérêts sont basés sur un taux de référence égal à la somme du taux Euribor / Libor selon un tirage en euros / dollars, plus une marge ajustable en fonction du ratio de levier et de coûts additionnels applicables contractuels. L'accord contient des clauses obligatoires d'usage relatives aux prépaiements, indemnités, représentations, engagements (ratio dette nette sur Ebitda ajustée, restrictions en cas de nouvel endettement) et défaillance. Les coûts de mise en place (1,9 millions d'euros) ont été étalés sur le terme de la ligne de crédit soit 5 ans.

Note 2 – Informations générales et déclaration de conformité

Informations générales

Les états financiers consolidés et notes annexes présentent les opérations de Criteo SA et de ses filiales. Criteo SA, Société-mère et siège social du Groupe, est une Société Anonyme, dont le siège social est domicilié au 32, rue Blanche, 75009 Paris.

Les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 ont été arrêtés le 25 février 2016 par le Conseil d'Administration de Criteo SA et, conformément à la loi française, seront considérés comme définitifs lorsqu'ils seront approuvés par ses actionnaires lors de l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 29 juin 2016.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf mention contraire.

La date de clôture des comptes consolidés est fixée au 31 décembre de chaque année. Les comptes individuels inclus dans les comptes consolidés sont établis à la date de clôture des comptes consolidés, soit le 31 décembre, et couvrent la même période de douze mois.

Déclaration de conformité

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

En application du règlement 1606/2002 adopté le 19 Juillet 2002 par le Parlement européen et le Conseil européen, les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'approuvé par l'Union européenne à la date de préparation de ces états financiers. Par ailleurs, dans le cadre de ses obligations en tant que société cotée au NASDAQ et soumise aux dispositions de l'*Exchange Act* de 1934, le Groupe publie des comptes consolidés conformément aux principes comptables généralement acceptés aux Etats-Unis.

Les normes comptables internationales comprennent les normes IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les normes IAS (*International Accounting Standards*), ainsi que leurs interprétations SIC (*Standing Interpretations Commitee*) et IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union européenne est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal market/accounting/ias/index fr.htm.

Normes et interprétations nouvelles applicables à compter du 1er janvier 2015

Les nouvelles normes et interprétations applicables, de façon obligatoire, à compter du 1^{er} janvier 2015, concernent uniquement l'interprétation IFRIC 21 « Droits ou taxes » que le Groupe a appliqué par anticipation dans les comptes consolidés au 31 décembre 2014.

Normes et interprétations adoptées mais non encore applicables au 31 décembre 2015

Le Groupe n'a anticipé aucune des nouvelles normes et interprétations mentionnées ci-après qui pourraient le concerner et dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2015 :

- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires obtenus de contrats conclus avec des clients » ;
- IFRS 9 « Instruments financiers »;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- Amendements à IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités conjointes »;
- Amendements à IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
- Amendements à IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel »;
- Améliorations annuelles, cycles 2010-2012 et 2012-2014.

La Direction évalue actuellement l'impact potentiel de l'application de ces normes, interprétations et amendements sur le compte de résultats, l'état de la situation financière, le tableau des flux de trésorerie et le contenu des notes annexes des Comptes.

Les principes et méthodes comptables adoptés pour les états financiers consolidés 2015 sont identiques à celles utilisées pour les états financiers consolidés 2014.

Note 3 – Principes et méthodes comptables

Bases d'établissement des comptes consolidés

Les états financiers consolidés ont été établis sur la base du principe de continuité d'exploitation et selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne certains actifs et passifs qui ont été évalués à la juste valeur conformément aux normes IFRS applicables.

Les principales méthodes comptables sont présentées ci-après.

Méthodes de consolidation

Le Groupe exerce le contrôle sur l'ensemble de ses filiales qui sont par conséquent consolidées par intégration globale. Le tableau ci-après présente, à la fin de chaque exercice et pour toutes les entités incluses dans le périmètre de consolidation, les informations suivantes :

- Pays d'immatriculation,
- Pourcentage de droits de vote et d'intérêts.

	Pays	31 Décem	bre 2013	31 Đ é ce η	bre 2014	31 Décem	bre 2015	Méthode de consolidation
		Pourcentage de contrôle		Pourcentage de contrôle				
Société françaises								
Criteo SA	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Société Mère
Criteo France SAS	France	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Société étrangères					4.8.184	100		
Criteo Ltd	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Integration Globale
Criteo Corp	Etats-Unis	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo GmbH	Allemagne	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo KK	Japon	66%	66%	66%	66%	66%	66%	Intégration Globale
Criteo Do Brasil	Brésil	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo BV	Pays-Bas	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Integration Globale
Criteo Pty	Australie	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Srl	Italie	100%	100%	100%	100%		100%	Intégration Globale
Criteo Advertising (Beijing) Co.Ltd	Chine	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Singapore Pte Ltd	Singapour	100%	100%	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Ad-X Ltd (*)	Royaume-Uni	100%	100%	100%	100%			Intégration Globale
Criteo LLC	Russie			100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Europa S.L.	Espagne			100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Espana S.L.	Espagne			100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
Criteo Canada Corp	Canada	- 1	,	-		100%	100%	Integration Globale
Criteo Reklamcılık Hizmetlerive Ticaret Anonim Şirketi	Turquie	- 4		-		100%	100%	Intégration Globale
Criteo MEA FZ-LLC	Emirats Arabes Unis					100%	100%	Intégration Globale

^(*) Ad-X Ltd a été liquidée en avril 2015

Monnaie fonctionnelle et conversion des états financiers en devise étrangère

Les états financiers consolidés sont présentés en euros, qui est également la monnaie fonctionnelle de la Société-mère. L'état de la situation financière des entités consolidées ayant une monnaie fonctionnelle différente de l'euro sont convertis en euros au taux de change de clôture (cours en vigueur à la fin de chaque période) tandis que leur état du résultat net, autres éléments du résultat global ainsi que leur tableau des flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen pour la période. Les écarts de change, le cas échéant, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et cumulés dans les capitaux propres sous la rubrique « Réserve de conversion » (et attribués aux participations ne donnant pas le contrôle, le cas échéant).

Conversion des transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. À la fin de chaque période, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours en vigueur à cette date.

Les gains et pertes de change qui en résultent sont comptabilisés en « autres produits et charges financiers » et inclus dans la rubrique « résultat financier » de l'état consolidé du résultat net, à l'exception des écarts de change sur les éléments monétaires qui constituent une part de l'investissement net de l'entité dans une activité à l'étranger qui sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ; ils seront reclassés des capitaux propres au résultat net lors de la sortie de l'investissement net.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition pour obtenir le contrôle d'une entité correspond à la juste valeur des actifs remis, des passifs encourus et des instruments de capitaux propres émis, incluant la juste valeur de tout actif ou passif relatif à des paiements différés conditionnels.

Les coûts directement imputables au regroupement sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont intervenus.

Les actifs identifiables acquis et les passifs encourus sont déterminés dans le cadre des regroupements d'entreprises, indépendamment du fait qu'ils n'aient pas été reconnus dans les états financiers de la société acquise avant la date du regroupement. Les actifs transférrés et les passifs encourus sont généralement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill est déterminé après identification des actifs incorporels identifiables. Il correspond à l'excédent entre le prix d'acquisition et la somme des intérêts minoritaires dans l'acquise et le montant net des actifs identifiables acquis et passifs encours, évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dansles actifs identifiables acquis et les passifs encours et assumés de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Lorsque la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises ne peut être déterminé que provisoirement, l'ajustement des valeurs d'actif et de passif est effectué dans les 12 mois à compter de la date d'acquisition, conformément à la norme IFRS 3.

L'impact des plus ou moins values et des dotations ou reprises de provisions constatées après l'expiration du délai d'affectation par rapport aux valeurs attribuées aux actis acquis et passifs encourus lors de la première consolidation est constaté de manière prospective, en résultat de l'exercice du changement et des exercices ultérieurs, sans ajustement du goodwill, sauf en cas d'une correction d'erreur selon IAS 8 Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs.

Immobilisations incorporelles (hors goodwill)

Les immobilisations incorporelles acquises sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles acquises se composent principalement de logiciels amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre un an et cinq ans. Les immobilisations incorporelles sont revues dès lors qu'un évènement ou un changement de contexte comme (non limitatif) une chute significative du chiffre d'affaires, des résultats ou des flux de trésorerie ou encore une évolution négative du contexte dans lequel se déroule l'activité indique qu'un actif pourrait avoir subi une perte de valeur.

Dans le cadre de la mise en place de logiciels spécifiquement adaptés aux besoins de l'entreprise les dépenses relatives à leur phase de développement sont capitalisées. La capitalisation de ces coûts démarre une fois la phase préliminaire de conception terminée, et s'achève lorsque la solution est prête à être mise en service. Pour identifier les différentes phases du projet, des analyses ont été menées afin notamment de mesurer la faisabilité technique, la disponibilité des ressources, l'intention d'exploiter la solution et les avantages économiques futurs qui pourront en être retirés. A compter de la mise en service de la solution, les dépenses capitalisées sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée entre 3 et 5 ans.

Tous les autres coûts de développement, principalement des coûts de personnel, sont comptabilisés en charges, la Direction du Groupe considérant que la faisabilité technique n'est atteinte que peu de temps avant la commercialisation des services. En conséquence, les coûts de développement encourus entre l'établissement de la faisabilité technique et la commercialisation des services n'étant pas significatifs ils sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des actifs, comme indiqué ci-dessous :

- Installations et agencements 5 à 10 ans

Les agencements sont amortis sur leur durée d'utilité ou sur la durée du bail si cette dernière est plus courte.

Le profit (ou la perte) résultant de la cession ou de la mise hors service d'un élément des immobilisations corporelles correspond à la différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable de l'actif cédé. Les valeurs résiduelles ainsi que les durées d'utilité sont révisées et, le cas échéant ajustées, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Dépréciation d'actifs

Goodwill, actifs incorporels et corporels

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, dès lors qu'un évènement ou un changement dans les conditions de marché présente un risque de perte de valeur pour une immobilisation incorporelle ou corporelle, sa valeur comptable est revue afin de s'assurer qu' elle reste inférieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est mesurée en actualisant les flux de trésorerie futurs devant être générés par l'utilisation continue de l'actif et par sa sortie in fine. Le Goodwill fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice suivant le prinicipe que le Group n'a reconnu qu'une seule unité génératrice de trésorerie. La Société effectue ce test en date du 31 décembre.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur correspondant à la différence entre ces deux valeurs est immédiatement comptabilisée en résultat net.

Une perte de valeur comptabilisée pour une immobilisation corporelle ou incorporelle ayant une durée d'utilité déterminée peut être reprise si la valeur recouvrable devient à nouveau supérieure à la valeur comptable. La reprise ne peut toutefois excéder la perte de valeur comptabilisée initialement.

Aux 31 décembre 2015, 2014 ou 2013, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable l'unité génétrice de trésorerie dépassait de façon significative la valeur comptable de cette dernière.

Contrats de location

Les actifs acquis en location-financement sont immobilisés lorsque le contrat de location transfère au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien. Les principaux critères utilisés pour apprécier si le contrat doit être classé en contrat de location-financement ou en contrat de location simple, sont les suivants :

- le rapport entre la durée de location et la durée d'utilité de l'actif;
- le rapport entre le total des loyers futurs et la juste valeur de l'actif financé;
- l'existence d'un transfert de propriété à l'issue du contrat;
- l'existence d'une option d'achat favorable au preneur ; et
- le type d'actif loué.

Actifs et passifs financiers, hors instruments financiers dérivés

Les actifs financiers, à l'exclusion de la trésorerie, sont constitués de prêts et créances. Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs courants, excepté les actifs dont l'échéance expire plus de douze mois après la date de clôture. Les prêts sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La valeur recouvrable des prêts et créances est examinée dès lors qu'il existe une quelconque indication que l'actif pourrait avoir subi une perte de valeur, et au moins à chaque clôture. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, une perte de valeur est immédiatement reconnue dans l'état consolidé du résultat net.

La Direction procède régulièrement à la revue et à l'évaluation de la valeur recouvrable des créances clients. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, une provision pour dépréciation ou une perte sur créance irrécouvrable est comptabilisée en résultat net. Cette évaluation du risque-crédit repose sur l'expérience passée en matière de recouvrement des créances et de défauts de paiement, le niveau d'antériorité des créances dont l'échéance est dépassée, ainsi que sur les conditions de paiements octroyées. Une échéance est considérée comme dépassée lorsqu'à la date fixée contractuellement le paiement n'a toujours pas été effectué.

Les résultats futurs du Groupe pourraient être grevés si la solvabilité de ses clients venait à se détériorer ou encore si les défauts de paiement réels s'avéraient supérieurs aux estimations. Les dépréciations de créances clients sont incluses dans le poste « Frais marketing et commerciaux » de l'état consolidé du résultat net. Le Groupe ne demande généralement pas de garantie particulière à ses clients en vue de limiter son risque de crédit.

Les passifs financiers sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de transaction. Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés (options d'achat et de vente, achats et ventes à terme) afin de gérer et réduire son exposition aux risques de fluctuations des cours de change. Ces instruments sont négociés auprès d'établissements de premier plan. Selon IAS 39, la mise en place d'une comptabilité de couverture requiert de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de la couverture dès sa mise en place et tout au long de sa vie.

L'efficacité de la couverture se vérifie sur un plan comptable par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans un intervalle de 80%-125%.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture en actifs ou passifs financiers courants.

Les variations de valeur des instruments financiers dérivés sont comptabilisées ainsi :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de valeur sont enregistrées en capitaux propres pour leur part efficace; la partie inefficace est enregistrée au compte de résultat.
- Pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur ou non documentés, les variations de valeur sont enregistrées au compte de résultat.

La valeur de marché est issue de cotations communiquées par un prestataire externe.

Conformément à l'amendement d'IFRS 7, les instruments financiers sont présentés en 3 catégories selon une hiérarchie de méthodes de détermination de la juste valeur :

- Niveau 1 : juste valeur calculée à partir de cours/prix cotés sur un marché actif pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation s'appuyant sur des données observables tels que des prix d'actifs ou de passifs similaires ou des paramètres cotés sur un marché actif;
- Niveau 3 : juste valeur calculée à partir de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des données non observables telles que des prix sur un marché inactif ou la valorisation sur la base de multiples pour les titres non cotés.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les liquidités en comptes courants bancaires. Les équivalents de trésorerie incluent les placements à court-terme très liquides et qui présentent un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Les comptes à terme répondent ainsi à la définition des équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur et les variations de juste valeur sont constatées dans l'état consolidé du résultat net.

Avantages du personnel

Selon la législation et les pratiques en vigueur dans les pays où la Société exerce son activité, les salariés peuvent percevoir des indemnités au moment de leur départ en retraite ou encore des pensions postérieurement à leur départ. Les cotisations versées en vertu des régimes de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges lorsqu'elles deviennent exigibles, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Conformément à la norme IAS 19, l'obligation du Groupe au titre des régimes à prestations définies est évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. L'obligation finale est ensuite actualisée.

Les principales hypothèses utilisées pour le calcul de l'obligation sont :

- le taux d'actualisation;
- le taux attendu(s) d'augmentation des salaires ; et
- le taux de rotation du personnel.

Les coûts des services sont comptabilisés en résultat net et alloués par fonction.

Les coûts financiers sont comptabilisés en résultat net et sont inclus dans la rubrique « Résultat financier » de l'état consolidé du résultat net.

Les gains et pertes actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels proviennent des changements d'hypothèses actuarielles ou des ajustements liés à l'expérience (les effets des différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est effectivement produit).

Provisions

Conformément à la norme IAS 37 — Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, le Groupe comptabilise des provisions uniquement si les trois conditions suivantes sont remplies : une entité a une obligation actuelle (juridique ou implicite) envers un tiers résultant d'un événement passé ; il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation; et le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

La détermination de l'exposition au risque, la comptabilisation et l'évaluation des provisions concernant les litiges et contentieux en cours font appel à une part importante de jugement et d'estimations. Ces jugements et estimations sont par nature sujets au changement notamment si de nouvelles informations ou de nouveaux éléments d'appréciation devenaient disponibles.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le Groupe commercialise des services publicitaires en ligne directement auprès de ses clients ou auprès d'agences publicitaires. Les services publicitaires commercialisés consistent en l'affichage de bannières personnalisées au niveau d'un produit. Le chiffre d'affaires est généré dès lors qu'un utilisateur clique sur une bannière. Les campagnes publicitaires sont valorisées selon le modèle du coût par click (« CPC »), basé sur le nombre de clicks générés par les utilisateurs sur chaque bannière publicitaire. Le chiffre d'affaires est reconnu lorsque les services sont rendus conformémment aux termes spécifiques des contrats, qui sont généralement établis avec des CPCs et des budgets de campagne publicitaires déterminés. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les quatres critères suivants sont réunis : (1) existence d'une preuve évidente d'un accord avec le client ; (2) les services ont été rendus ; (3) le montant des services est déterminé ou déterminable ; (4) le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré. La recouvrabilitié des créances est évaluée en fonction de l'analyse de certains critères, comme notamment la solvabilité du client, la taille et l'historique des transactions sur son site Web. Les montants facturés ou encaissés au-delà du montant de chiffres d'affaires reconnu sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Le chiffre d'affaires est reconnu sur la période durant laquelle les bannières publicitaires sont affichées. Plus précisément, dans le cadre des campagnes publicitaires au CPC, (1) le chiffre d'affaires est reconnu à travers la solution technique lorsque l'utilisateur clique sur une des bannières personnalisées (2) les ventes sont évaluées à la juste valeur des montants reçus (3) les remises et rabais attribués aux clients sont déduits du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires inclut également des revenus publicitaires valorisés sur la base d'un coût pour mille impressions (« CPM ») ou encore sur la base d'un prix fixe lorsqu'il s'agit d'une offre de publicité packagée sur un site client. Le chiffre d'affaires valorisé au CPM est fonction des impressions vendues. Les revenus provenant des offres de publicité packagée sont reconnus mensuellement sur une base forfaitaire.

Dans le cadre normal de son activité, le Groupe intervient en tant qu'intermédiaire dans ses transactions avec les tiers. Afin de déterminer si le chiffre d'affaires doit être présenté sur une base « brute » ou « nette », les principes comptables relatifs aux notions d'agent et de principal sont appliqués. La détermination du rôle d'agent ou de principal fait appel au jugement et se fonde sur une analyse des termes et conditions de chaque contrat. Le Groupe est le débiteur principal et responsable (1) de l'identification et de la contractualisation avec des clients tiers, (2) de l'établissement des prix de vente des bannières publicitaires, (3) de toutes les actions de facturation et de recouvrement, et supporte le risque de crédit associé et (4) porte par ailleurs l'entière responsabilité du service de publicité. Considérant les facteurs ci-dessus et bien que non déterminants pris individuellement, le groupe agit en tant que principal dans le cadre de ces contrats et par conséquent, présente son chiffre d'affaires et les coûts encourus dans le cadre de ces transactions sur une base brute.

Coût des ventes

Le coût des ventes est composé du coût d'achat des impressions et des autres coûts des ventes.

Coût d'achat des impressions. Il s'agit principalement des achats d'impressions effectués auprès des éditeurs sur une base CPM. Les achats d'impressions se font directement auprès des éditeurs ou auprès d'intermédiaires comme les sociétés d'Ad-exchanges. Les coûts d'achat des impressions sont reconnus en coût des ventes, pour chaque éditeur, dès que les impressions sont délivrées. Les dettes relatives aux éditeurs sont comprises dans la rubrique "Fournisseurs et comptes rattachés" de l'état consolidé de la situation financière.

Dans le cadre des contrats conclus avec ses éditeurs, le Groupe s'engage à acheter un volume déterminé d'impressions sous réserve de l'atteinte d'un CTR prédéterminé. Dans le cas où l'éditeur ne parviendrait pas à délivrer le volume d'impressions fixé, le Groupe est libre de mettre fin au contrat ou de réduire son engagement d'achat d'impressions en conséquence.

Autres coûts des ventes. Les autres coûts des ventes sont constitués des coûts d'hébergement, de la location et de l'amortissement des datacenters ainsi que du coût d'acquisition de données achetées auprès de tiers.

Accords de paiement fondé sur des actions

Les actions gratuites, options de souscription d'action et les bons de souscription d'action sont exclusivement attribuées aux employés ou aux administrateurs du Groupe. Conformément à la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions, ces attributions d'instruments de capitaux propres sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur est déterminée à partir du modèle d'évaluation le plus approprié en fonction des caractéristiques de chaque plan.

La juste valeur déterminée à la date d'attribution est comptabilisée en charges de personnel (et allouée par fonction dans l'état consolidé du résultat net) en mode linéaire sur chacun des jalons composant la période d'acquisition des droits, avec en contrepartie, une augmentation correspondante dans les capitaux propres.

A chaque date de clôture, le Groupe réexamine le nombre d'options susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, l'impact d'une révision de l'estimation est comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net en contrepartie d'un ajustement correspondant dans les capitaux propres.

Impôts sur le résultat

Le Groupe a choisi de comptabiliser la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (« C.V.A.E ») en « impôts sur les résultats », conformément à la norme IAS 12 – *Impôts sur les bénéfices*.

Le Crédit d'Impôt Recherche (« CIR ») est une incitation fiscale française destinée à renforcer les investissements en matière de recherche et développement (« R&D »). Le CIR est généralement déduit de l'impôt sur le résultat à payer, et le cas échéant, la fraction qui n'a pu être imputée à l'issue de trois exercices fiscaux est remboursée. Le CIR est calculé sur la base du volume de dépenses de R&D éligibles et déclarées. En conséquence, le crédit d'Impôt Recherche est présenté en déduction des « Frais de recherche et développement » de l'état consolidé du résultat net. Seules les dépenses de R&D effectuées en France ont été retenues dans le volume de dépenses déclarées au titre du CIR.

Des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et passifs dans les états financiers consolidés et les valeurs fiscales correspondantes, ainsi que sur les pertes fiscales. Les différences sont temporaires lorsqu'il est prévu qu'elles s'inversent dans un futur proche. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés uniquement dans la mesure où le Groupe estime, au regard des résultats fiscaux prévisionnels attendus sur les trois prochains exercices, qu'il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, pour y imputer ces différences temporaires déductibles et pertes fiscales reportables.

La détermination des actifs d'impôt différé implique une part importante de jugement et le recours à des estimations de la part de la Direction ; si les résultats fiscaux futurs s'avéraient être sensiblement différents de ceux ayant servis de base à la comptabilisation des actifs d'impôt différé, le montant de ces derniers devra être révisé en conséquence (à la hausse ou à la baisse), entrainant potentiellement un impact significatif sur le résultat net du Groupe.

Conformément à la norme IAS 12 – Impôts sur les bénéfices, les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés. Le montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont calculés au niveau de chaque entité fiscale inclue dans le périmètre de consolidation.

Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 - Secteurs opérationnels, l'information sectorielle présentée est établie sur la base des données de gestion internes utilisées pour l'analyse de la performance des activités et l'allocation des ressources.

Un secteur opérationnel est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de produits et services distincts et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs opérationnels.

Le principal décideur opérationnel est le président-directeur général (« PDG ») du Groupe. Chaque mois, le PDG examine les données consolidées du chiffre d'affaires, du chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), et de l'EBITDA ajusté (résultat avant impôts, résultat financier, amortissements, paiements fondés sur des actions, coût des services des régimes à prestations définies et les paiements différés dans le cadre des regroupements d'entreprises) afin de prendre des décisions en matière de ressources à affecter et d'évaluer la performance financière.

Le Groupe a conclu de ce qui précède que ses opérations constituent un seul et unique secteur opérationnel.

Recours à des estimations

Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS. Leur établissement exige que la Direction exerce son jugement, qu'elle ait recours à des estimations et formule des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges. Ces estimations et hypothèses sous-jacentes se fondent sur l'expérience passée et d'autres critères considérés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont régulièrement révisées.

Les principaux domaines exigeant de la Direction qu'elle exerce son jugement et procède à des estimations concernent (i) la reconnaissance du chiffre d'affaires, et en particulier, apprécier sa présentation en base brute ou nette (ii) l'évaluation de la valeur recouvrable des créances et la reconnaissance de perte de valeur (iii) la comptabilisation d'actifs d'impôt différé en fonction des perspectives de résultats des filiales sur trois ans et de la déduction fiscale potentielle résultant des exercices futurs de stock-options dans certaines juridictions (iv) l'évaluation et la comptabilisation de goodwill et des immobilisations incorporelles et en particulier la capitalisation des coûts relatifs à l'implémentation de logiciels et (v) l'évaluation des paiements fondés sur des actions. Les règles et méthodes comptables relatives à ces principales sources d'estimations sont décrites dans d'autres paragraphes de cette note.

Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33 — Résultat par action, le résultat de base par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est calculé sur la base des mouvements observés au niveau du capital social.

Par ailleurs, le résultat dilué par action est calculé en divisant la part du résultat net consolidé de la période revenant aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré de toutes les actions potentiellement dilutives non encore émises.

Note 4 – Gestion des risques financiers

Risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit à la fin de chaque exercice est représentée par la valeur comptable des actifs financiers et résumée dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Actifs financiers non courants	7 627	9 494	15 784
Clients et comptes rattachés	87 643	158 633	240 264
Autres créances d'exploitation	13 466	21 021	41 944
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 343	289 784	324 733
Total	343 079	478 932	622 725

Créances clients

Un risque de crédit existe si un client ne peut honorer ses engagements dans les délais prévus, alors une perte éventuelle peut survenir. Le Groupe a mis en place un suivi permanent du risque-crédit de ses clients. Lorsqu'une exposition possible au risque est identifiée, le Groupe exige de ses clients le versement d'acomptes.

Pour chaque exercice présenté, la balance âgée des créances clients et les provisions pour dépréciation de créances se présentent comme suit :

(En milliers d €)	iers d €) 31 Décembre 2013				31	Decembr	2014			31 December	e 2015	
	Valeur brute	36	Provision	76	Valeur brute	76	Provision	96	Valeur brute	%	Provision	36
Non échues	63 439	70,9%		-	116 020	71,7%	33	-1,0%	177 824	72,3%		
Echues entre 0 et 30 jours	19 654	22,0%	(12)	0,7%	31 658	19,6%	-	-	49 420	20,1%	+0	8:
Echues entre 31 et 60 jours	2 236	2,5%	(33)	1,8%	6 195	3,8%	(50)	1,5%	7 612	3,1%		-
Echues entre 61 et 90 jours	1 008	1,1%	(108)	5,9%	2 192	1,4%	(53)	1,6%	2 364	1,0%	(2)	
Echues depuis plus de 90 jours	3 140	3,5%	(1681)	91,7%	5 805	3,6%	(3 167)	97,8%	8 797	3,6%	(5 751)	100,0%
Total	89 477	100%	(1 834)	100%	161 870	100%	(3 237)	100%	246 017	100%	(5 753)	100%

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent exclusivement des placements sécurisés tels que des comptes à termes rémunérés.

Risque de marché

Risque de change

Une augmentation ou une diminution de 10 % de la livre sterling, du dollar américain, du yen japonais ou du real brésilien contre l'euro aurait les impacts suivants dans l'état consolidé du résultat net, incluant les participations ne donnant pas le contrôle :

(En milliers d'€)	31 Décem	bre 2013	31 Décembre 2014		31 Décen	bre 2015
GBP/EUR	+10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	(289)	289	174	(174)	13	(13)
(En milliers d'€)	31 Décen	nbre 2013	31 Décen	bre 2014	31 Décen	bre 2015
USD/EUR	+10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	(264)	264	(48)	48	956	(956)
(En milliers d'€)	31 Décen	nbre 2013	31 Décem	nbre 2014	31 Décen	bre 2015
JPY/EUR	+10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	96	(96)	196	(196)	477	(477)
(En milliers d'€)	31 Décen	nbre 2013	31 Décen	nbre 2014	31 Décen	nbre 2015
BRL/EUR	+10%	-10%	+10%	-10%	+10%	-10%
Impact résultat net	(604)	604	(83)	83	(711)	711

Risque de contrepartie

Au 31 décembre 2015, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive. Le Groupe dispose d'une gestion trésorerie commune (Cash Pooling) pour toutes les entités, ce qui renforce la centralisation de la gestion de la trésorerie. Les décisions en termes d'investissements et de financements sont prises par le service de trésorerie interne. Le Groupe traite uniquement avec des contreparties bénéficiant de notations élevées. De plus, dans le cadre de la procédure de gestion des risques et des investissements mis en place par le Groupe, des investissements réalisés par le Groupe avec une contrepartie unique ne peuvent excéder 25% de la totalité du portefeuille investi, indépendamment de la notation de cette contrepartie.

Risque de liquidité

Les tableaux suivants résument pour chaque exercice présenté les échéances contractuelles résiduelles de nos passifs financiers et de nos engagements dans le cadre de contrats de location :

		31 De	écembre 2013		
(En milliers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	11 316	11316	5 197	6 119	-
Fournisseurs et comptes rattachés	75 889	75 889	75 889	-	-
Autres dettes d'exploitation	35 224	35 224	35 224	-	-
Engagements de location simple		61 180	9 870	34 091	17 219
Total	122 429	183 609	126 180	40 210	17 219
		31 De	écembre 2014		
(En milliers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	12 174	12 446	7412	3 834	1 200
Fournisseurs et comptes rattachés	135 557	135 557	135 557	_	-
Autres dettes d'exploitation	63 719	63 719	63 719	-	-
Engagements de location simple		65 342	13 293	47 413	4 636
Total	211 450	277 064	219 981	51 247	5 836
		31 De	écembre 2015		
(En milliers d'€)	Valeur comptable	Flux de trésorerie	<1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
Dettes financières	9 578	9 901	6 664	2 923	314
Fournisseurs et comptes rattachés	226 304	226 304	226 304	-	- 4
Autres dettes d'exploitation	80 361	80 361	80 361		
Engagements de location simple	-	231 863	55 752	132 823	43 288
Total	316 243	548 429	369 081	135 746	43 602

Note 5 – Répartition du chiffre d'affaires et des actifs non courants par zones géographiques

Le Groupe opère dans les trois zones géographiques suivantes :

- Amériques : Amérique du Nord et Amérique du Sud
- EMEA: Europe, Moyen-Orient, Afrique et
- Asie-Pacifique.

Dans la mesure où le moteur de recommandation-produit et les plateformes techniques du Groupe sont structurés de façon à optimiser le chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC), la Direction considère que les données relatives au chiffre d'affaires sont pertinentes si elles sont accompagnées des données relatives au chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions (Revenue ex. TAC).

Les tableaux suivants présentent le chiffre d'affaire consolidé de chaque zone géographique pour chaque exercice présenté. Le chiffre d'affaires par zone géographique est basé selon le pays de réalisation des campagnes des annonceurs.

(En milliers d'€)	Amériques	EMEA	Asie- Pacifique	Total
31 Décembre 2013	123 004	237 801	83 155	443 960
31 Décembre 2014	228 773	366 404	149 904	745 081
31 Décembre 2015	456 049	488 071	249 294	1 193 414

Le chiffre d'affaires réalisé en France s'élève à 59,9 millions d'euros, 87,0 millions d'euros et 105,3 millions d'euros pour les exercices présentés respectivement aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015.

Le chiffre d'affaires réalisé dans les autres pays significatifs est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)		31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Amériques				法的意义 法国
	Etats-Unis	91 589	178 975	378 567
EMEA				
The state of the s	Allemagne	55 410	79 574	100 824
	Royaume-Uni	43 866	68 092	96 567
Asie-Pacifique				
	Japon	67 901	116 709	171 420

Le client le plus important représentait pour les exercices clos les 31 décembre 2013, 2014 et 2015 respectivement 5,1 %, 2,9% et 1,9% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Autres informations

Pour chaque exercice présenté, les actifs non courants (correspondant à la valeur comptable nette des actifs corporels et incorporels) sont indiqués dans le tableau ci-dessous. Les données géographiques correspondent au pays d'immatriculation des entités juridiques.

(En milliers d'€)	Holding	Amériques	dont Etats-Unis	EMEA	Asie- Pacifique	dont: Japon	Total
31 décembre 2013	18 015	7 807	7 793	1 943	3 575	3 479	31 340
31 décembre 2014	26 702	11.653	11 351	6 240	8 992	4 899	53 587
31 décembre 2015	44 234	22 445	21 431	8 127	16 082	7 171	90 888

Note 6 – Nature des charges allouées par fonction

Nature des charges incluses dans le Coût des ventes

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Coût d'achat des impressions	(264 952)	(441 427)	(711 755)
Autres coûts des ventes	(21 956)	(36 150)	(56 100)
- Coût d'hébergement	(12 177)	(18 683)	(27 444)
- Amortissements	(7 846)	(16 176)	(26 936)
- Achats de données	(1 557)	(452)	(232)
- Autres	(376)	(839)	(1 488)
Total coûts des ventes	(286 908)	(477 577)	(767 855)

Nature des charges incluses dans les Frais de recherche et développement

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Charges de personnel	(23 829)	(30 215)	(52 390)
 Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions et crédit d'impôt recherche 	(23 716)	(31 256)	(49 560)
- Paiements fondés sur des actions	(2 049)	(2 776)	(5 884)
- Crédit Impôt Recherche	1 936	3 817	3 054
Autres charges opérationnelles décaissées	(7 511)	(11 221)	(19 020)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(3 835)	(6 196)	(11 358)
- loyers et coûts associés	(3 338)	(4 346)	(6 410)
- Honoraires et conseil	(305)	(577)	(1 084)
- Coût de marketing et publicité	(27)	(73)	(145)
- Autres	(6)	(29)	(23)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(835)	(3 857)	(6 903)
- Amortissements	(915)	(3 731)	(7 214)
- Variation nette des provisions pour risques et charges	80	(126)	311
Total Frais de recherche et développement	(32 175)	(45 293)	(78 313)

Nature des charges incluses dans les Frais marketing et commerciaux

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Charges de personnel	(51 011)	(90 178)	(135 687)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(48 210)	(80 911)	(125 153)
- Paiements fondés sur des actions	(2 801)	(9 267)	(10 534)
Autres charges opérationnelles décaissées	(29 188)	(39 264)	(63 359)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(9 292)	(13 091)	(18 815)
- loyers et coûts associés	(6 609)	(11 825)	(23 039)
- Coût de marketing et publicité	(3 217)	(7 120)	(11 255)
- Autres	(10 070)	(7 228)	(10 250)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(2 617)	(3 951)	(7 278)
- Amortissements	(1 792)	(2 762)	(4 670)
- Variation nette des provisions pour clients douteux	(720)	(1 012)	(2 399)
- Variation nette des provisions pour risques et charges	(105)	(177)	(209)
Total Frais marketing et commerciaux	(82 816)	(133 393)	(206 325)

Nature des charges incluses dans les Frais généraux et administratifs

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Charges de personnel	(15 092)	(22 417)	(33 976)
- Charges de Personnel hors paiements fondés sur des actions	(13 066)	(19 682)	(28 752)
- Paiements fondés sur des actions	(2 026)	(2 735)	(5 224)
Autres charges opérationnelles décaissées	(15 398)	(25 205)	(37 715)
- Sous-traitance et autres charges de personnel	(7 519)	(13 158)	(18 006)
- loyers et coûts associés	(2 437)	(3 566)	(5 842)
- Honoraires et conseil	(4 900)	(7 610)	(11 654)
- Autres	(542)	(871)	(2 213)
Autres charges opérationnelles non-décaissées	(897)	(1 166)	305
- Amortissements	(566)	(863)	(1 377)
 Variation nette des provisions pour risques et charges 	(331)	(303)	(318)
- Variation nette des provisions pour risques et charges		-	2 000
Total Frais généraux et administratifs	(31 387)	(48 788)	(71 386)

Note 7 – Ventilation des charges de personnel

Ventilation des charges de personnel par fonction

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Frais de recherche et développement	(23 829)	(30 215)	(52 390)
Frais marketing et commerciaux	(51 011)	(90 178)	(135 687)
Frais généraux et administratifs	(15 092)	(22 417)	(33 976)
Total Charges de personnel	(89 932)	(142 810)	(222 053)

Ventilation des charges de personnel par nature

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Salaires et traitements	(62 429)	(97 060)	(153 408)
Indemnités de licenciement	(842)	(1 861)	(1 212)
Charges sociales	(17 442)	(29 263)	(42 550)
Autres charges de personnel	(1 407)	(2 394)	(5 450)
Acquisition-compléments de prix	(2 363)	(716)	(292)
Paiements fondés sur des actions	(6 876)	(14 778)	(21 642)
Participation	(509)	(553)	(553)
Crédit Impôt Recherche (déduits des frais de Recherche et de Développement)	1 936	3 815	3 054
Total Charges de personnel	(89 932)	(142 810)	(222 053)

Note 8 – Paiement fondé sur des actions

Plans de BSPCE, d'options de souscription d'actions et d'actions gratuites

Le Conseil d'Administration a été autorisé par l'Assemblée générale des actionnaires à mettre en œuvre les plans de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE) et d'options de souscription d'actions (OSA) suivants :

- Emission de 2 112 000 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 24 octobre 2008, permettant l'attribution d'un maximum de 2 112 000 BSPCE jusqu'au 24 avril 2010 et ci-après dénommée Plan 1;
- Emission de 1 472 800 BSPCE, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 16 avril 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 472 800 BSPCE jusqu'au 16 octobre 2010 et ci-après dénommée Plan 2;
- Plan de 1 584 000 OSA, autorisé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 9 septembre 2009, permettant l'attribution d'un maximum de 1 584 000 OSA jusqu'au 8 novembre 2012. Ce plan a été amendé lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 16 novembre 2010, permettant l'attribution d'un maximum de 2 700 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est ci-après dénommé *Plan 3*;
- Emission de 361 118 BSPCE, attribués aux cofondateurs lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 23 avril 2010, et ci-après dénommée *Plan 4* ;
- Emission de 2 800 000 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 novembre 2011, permettant l'attribution d'un maximum de 2 800 000 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 5*.
- Emission de 1 654 290 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 14 septembre 2012, permettant l'attribution d'un maximum de 1 654 290 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé Plan 6.
- Emission de 6 627 237 BSPCE ou OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 2 août 2013, permettant l'attribution d'un maximum de 6 627 237 OSA ou BSPCE. Ce Plan est dénommé *Plan 7*.
- Emission de 9 935 710 OSA, autorisée par l'Assemblée générale des actionnaires du 18 juin 2014, permettant l'attribution d'un maximum de 9 935 710 OSA. Les actionnaires de la Société-mère ont autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés de Criteo, soumise uniquement à une condition de présence et au bénéfice des membres de la direction générale, de certains cadres dirigeants et certains salariés, sous réserve de la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques et de conditions de présence. Tout action gratuite sera déduite du plafond total de 9 935 710 actions. Ce Plan est dénommé Plan 8.

Lors de l'exercice de BSPCE, d'OSA ou d'actions gratuites, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires nouvellement émises de la Société-mère.

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSPCE ou leurs OSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant pour les Plans 1, 2 et 3 :

- jusqu'à un tiers (1/3) des BSPCE à compter de la première date anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Pour le Plan 3 amendé au plan 8, le calendrier est le suivant :

- jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution,
- puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et.
- au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Les attributions d'actions gratuites sont soumises au calendrier suivant : 50% des actions seront acquis à l'issue d'une période de deux ans et 6,25% à la fin de de chaque trimestre suivant la première période de deux ans, et ce pendant vingt-quatre (24) mois.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant une valeur minimale égale à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

Détails des plans de BSPCE / OSA / Actions gratuites

	Plans 1 & Z	Plan 3	Plan 4	Plan 5	Plan	6	Plan 7	Pla	8
Dates d'attribut on (CA)	Oct 24, 2008 - Sept 14, 2010	Sept 9, 2009 - Sept 21, 2011	Avril 23, 2010	Nov 18, 2011 - Mai 22, 2012	Oct 25, 2012	Oct 25, 2012 - Avril 18, 2013	Sept 3, 2013 - Avril 23, 2014	July 30, 2014 -	Dec 17, 2015
Durée d'acquisition des droits	3 ans	3 - 4 ans	Aucune	4 ans	1 year	4-5 ans	4 ans	4 ans	4 ans
Durée de vie contractuelle	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans	29
Durée de vie attendue	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	8 ans	6 - 8 ans	6 ans	
Nambre octroyé	1 819 120	4 289 940	361 118	1 184 747	257 688	1 065 520	2 317 374	3 889 508	1 103 405
Type : Stock Option (S O) / BSPCE	BSPCE	BSCPCE & S.O	BSPCE	BSCPCE & S.O	BSPCE	BSPCE & S.O	BSCPCE & S O	5,0	RSU
Parité Instrument / Action	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Prix d'exercice	€0.45-€2.10	€ 0.20 - € 5.95	€ 2.10	€5.95	€ 8.28	€ 8.28 - € 10.43	€12.08 - €38.81	€ 22.95 - € 47.47	
Méthode d'évaluation utilisée				В	lack & Scholes				
Juste valeur de l'action à la date d'attribution	€ 0.20 - € 0.70	€ D.2D- € 4.98	€2.10	€ 4.98	€ 6.43	€5.45-€6.43	€12.08 - €38.81	€ 22.50 - € 47.47	€ 35,18 - € 35,58
Volatilité attendue (1)	53.0% -55.7%	55.2% -57.8%	55.2%	52.1% - 52.9%	50,2%	49 6% - 50.2%	44.2% - 50.1%	39.4% - 44.5%	- 14
Taux d'actualisation (2)	2.74% - 4.10%	2.62% - 3.76%	3.40%	2.79% - 3.53%	2.20%	1.80% - 2.27%	1.20% - 2.40%	0.16% - 0.71%	-
Dividendes attendus	-								
Conditions de performance	Non	Oul (A)	Non	Non	Oui (B)	Non	Non	Non	Oui (C)
Juste valeur de l'instrument	€ 0.08 - € 0.45	€ 0.08 - € 2.88	€ 1.33	€ 2.75 - € 2.85	€ 3, 28	€ 3.28 - € 5.83	€ 6.85 - € 16.90	€9.47-€17.97	€ 35.18 - € 35.58

- (1) Basé sur la volatilité historique d'entités comparables
- (2) Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) OAT TEC10
- (A) 180 000 options de souscription d'actions attribuées le 7 avril 2011 ont été soumises à des conditions de performance basées sur les objectifs de chiffre d'affaires net du coût d'achat des impressions respectées en 2012.
- (B) Les conditions d'exercice de 257 688 BSPCE attribués aux cofondateurs de ces BSPCE sont liées à la survenance d'un évènement de liquidité ou d'un transfert de contrôle du Groupe. Le nombre d'options pouvant être exercées est déterminé par la date de l'évênement qui ne peut être postérieure au 31 mars 2014. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2012, nous avions déterminé que la charge correspondante sera reconnue sur une période de un an. L'hypothèse retenue a été confirmée sur 2013.
- (C) Le 29 octobre 2015, le Conseil d'administration de la Société-mère a attribué un total de 337 960 actions gratuites à certains salariés éligibles et à des membres de la direction générale, soumises à la réalisation d'objectifs de performance internes spécifiques. Selon les hypothèses connues au 31 décembre 2015, nous avons déterminé la charge correspondante en appliquant un taux de probabilité de réalisation de ces objectifs.

Évolution du nombre de BSPCE / OSA / Actions gratuites en circulation

	Plans 1 & 2	Plan 3	Plan 4	Plan 5	Plan 6	Plan 7	Plan 8	RSUs	Total
Solde au 1er janvier 2013	2 903 442	6 787 879	902 796	5 217 906	1 119 724	-			16 931 747
Incidence du regroupement									
d'actions AG du 02/08/2013 (2	(1 742 065)	(4 069 726)	(541 678)	(3 130 744)	(671 835)	- 2		-	(10 156 048)
nouvelles/5 anciennes)									
Attribuées		-	-	-	873 880	1 565 584			2 439 464
Exercées	(26 640)	(320 698)		(74 282)	(13 850)	i i	(3)	. +	(435 470)
Annulées	-	(63 692)	-	(83 581)	(103 671)	(10 440)		-	(261 384)
Expirées	_	- 2			-				
Solde au 31 decembre 2013	1 134 737	2 333 763	361 118	1 929 299	1 204 248	1 555 144		-	8 518 309
Attribuées	-		-	-	-	749 330	2 267 774	_	3 017 104
Exercées	(930 660)	(1 315 733)	(273 559)	(337 352)	(271 520)	(47 019)	Sec. 1	-	(3 175 843)
Annulées	¥	(82 439)	-	(407 222)	(42 928)	(440 320)	(30 820)	-	(1003729)
Expirées	-	-		-	-	-		-	-
Solde au 31 decembre 2014	204 077	935 591	87 559	1 184 725	889 800	1 817 135	2 236 954		7 355 841
Attribuées	-	-	-	-	-	-	1 621 734	1 103 405	2 725 139
Exercées	(116 520)	(449 069)	(87 559)	(343 021)	(156 801)	(310 827)	(69 819)		(1533616)
Annulées	-	(148 864)	-	(22 357)	(40 068)	(218 730)	(466 086)	(7 820)	(903 925)
Expirées			-	- 2		-		-	
Solde au 31 decembre 2015	87 557	337 658		819 347	692 931	1 287 578	3 322 783	1 095 585	7 643 439

Répartition du solde de clôture

	Plans 1 & Z	Plan 3	Plan 4	Plan 5	Plan 6	Plan 7	Plan 8	RSUs	Total
Au 31 Décembre 2013			30000			And State of the Local Division in the Local		LINES	
Nombre d'instruments en circulation	1 134 738	2 333 764	361 118	1 929 299	1 204 248	1 555 144	-	-	8 518 311
Prix d'exercice moyen pondéré	€0,78	€1,82	€ 2,10	€5,95	€9,56	€ 14,12	1		€ 5,97
Nombre d'instruments exerçables	1 134 738	1 697 789	361 118	721 031	287 928		+:		4 202 604
Prix d'exercice moyen pondéré	€0,78	€1,64	€ 2,10	€5,95	€8,28				€ 2,64
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	5,6 ans	7,0 ans	6,3 ans	8,3 ans	9,1 ans	9,7 ans	-		7,9 ans
Au 31 Décembre 2014									
Nombre d'instruments en circulation	204 077	935 591	87 559	1 184 725	889 800	1 817 135	2 236 954		7 355 841
Prix d'exercice moyen pondéré	€1,08	€ 2,08	€ 2,10	€5,95	€9,81	€ 18,29	€ 23,40		€ 14,10
Nombre d'instruments exerçables	204 077	883 399	87 559	730 371	362 778	394 785	- 27	-	2 662 967
Príx d'exercice moyen pondéré	€1,08	€1,94	€ 2,10	€5,95	€ 9,58	€ 14,02			€5,81
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	4,6 ans	5,8 ans	5,3 ans	7,3 ans	8,1 ans	8,9 ans	9,6 ans		8,2 ans
Au 31 decembre 2015									
Nombre d'instruments en circulation	87 557	337 658		819 347	692 931	1 287 578	3 322 783	1 095 585	7 643 439
Prix d'exercice moyen pondéré	€1,41	€3,14		€5,95	€ 9,75	€ 17,97	€ 30,50		€ 20,97
Nombre d'instruments exerçables	87 557	337 658		713 165	420 228	564 034	521 578		2 644 220
Prix d'exercice moyen pandéré	€1,41	€3,14	-	€5,95	€ 9,58	€ 17,24	€ 23,32	-	€ 11,85
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée	3,6 ans	4,8 ans		6,3 ans	7,1 ans	7,9 ans	8,9 ans		7,9 ans

Bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel

En plus de l'attribution d'actions gratuites, d'options de souscription d'actions et de BSPCE, les actionnaires de la Société-mère ont également autorisé l'attribution de bons de souscription d'actions (BSA) non destinés aux membres du personnel, comme indiqué ci-après.

Les bénéficiaires peuvent exercer leurs BSA sur la base du calendrier d'acquisition suivant :

- <u>Plan A</u>: jusqu'à un huitième (1/8) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant des vingt-quatre (24) mois à compter de cette date et au plus tard dans les dix (10) ans à compter la date d'attribution.
- <u>Plan B</u>: jusqu'à un tiers (1/3) des BSA à partir du premier anniversaire de la date d'attribution; puis, jusqu'à un douzième (1/12) à la fin de chaque trimestre suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- <u>Plan C</u>: jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

- <u>Plan D (membre de l'Advisory Board)</u>: jusqu'à un vingt-quatrième (1/24) à la fin de chaque mois suivant la date d'attribution, et ce au pendant vingt-quatre (24) mois à compter de cette date, et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- <u>Plan D (non membre de l'Advisory Board)</u>: un tiers (1/3) à la date d'attribution, un tiers (1/3) au premier anniversaire de la date d'attribution, un tiers (1/3) au deuxième anniversaire de la date d'attribution, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.
- Pour le Plan E: jusqu'à un quart (1/4) des options de souscription d'actions à partir du premier anniversaire de la date d'attribution, puis, jusqu'à un seizième (1/16) à la fin de chaque trimestre écoulé suivant le premier anniversaire de la date d'attribution, et ce pendant trente-six (36) mois à compter de cette date et, au plus tard dans les dix (10) ans à compter de la date d'attribution.

Lors de l'exercice de BSA, le Groupe remet aux attributaires des actions ordinaires de la Société-mère nouvellement émises.

Lorsque l'action de la Société-mère n'était pas cotée sur un marché boursier à la date d'attribution, les prix d'exercice ont été déterminés par référence à la dernière augmentation du capital intervenue depuis la date d'attribution, à moins que le Conseil d'administration en décide autrement. Depuis la cotation de l'action de la Société-mère en octobre 2013, les prix d'exercice sont déterminés par référence au cours de clôture de bourse la veille de la date d'attribution, en respectant une valeur minimale égale à 95% de la moyenne des 20 derniers cours de bourse.

Détails des plans de BSA non destinés à des membres du personnel

Plan C Plan C 2010 - Oct 25, 201 1, 2011 Mars 6, 20 2 ans 2 a 10 ans 10 a 8 ans 8 a	2 - Mars 19, 2015 - 013 Oct 29, 2015 ons 1 - 4 ans ons 10 ans
1, 2011 Mars 6, 20 2 ans 2 a 10 ans 10 a	Oct 29, 2015 ons 1 - 4 ans ons 10 ans
2 ans 2 a 10 ans 10 a	ins 1-4 ans
10 ans 10 a	ns 10 ans
8 ans 8 a	4 0
	ins 4 - 9 ans
125 7	784 38 070
1	1 1
. € 0.30 € 0.43 . € 0.	.48 € 9.98 - € 16.82
€ 5.95 € 8.28 - € 9.	.65 € 35.18 - € 41.02
:holes	
- € 4.98 € 6.43 - € 9.	.65 € 35.18 - € 41.02
55.0% 50.0% - 50.2	2% 39.9%
3.38% 2.13% - 2.27	7% (0.16)% - 0.52%
-	
Non No	on Non
	.98 € 9.98 - € 16.82
	1 - € 0.30

⁽¹⁾ Base sur la volatilité historique d'entités comparables

⁽²⁾ Obligation sans risque (Emprunt d'Etat) – OAT TEC10

⁽A) Toutes les conditions de performance associées au Plan B ont été satisfaites au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2010

Évolution du nombre de BSA non destinés à des membres du personnel

	BSA
Solde au 1er janvier 2013	1 180 410
Incidence du regroupement d'actions AG du 02/08/2013 (2 nouvelles/5 anciennes)	(708 246)
Attribués	71 400
Exercés	-
Annulés	(1 416)
Expirés	_
Solde au 31 decembre 2013	542 148
Attribués	5 040
Exercés	(345 780)
Annulés	(2 000)
Expirés	
Solde au 31 decembre 2014	199 408
Attribués	38 070
Exercés	(34 568)
Annulés	(48 000)
Expirés	
Solde au 31 decembre 2015	154 910

Répartition du solde de clôture

Bons de souscription d'actions (BSA)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	December 31, 2015
Nombre d'instruments en circulation	542 148	199 408	154 910
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 3,55	€7,54	€ 15,72
Nombre d'instruments exerçables	425 294	155 609	117 783
Prix d'exercice moyen pondéré	€ 2,30	€ 6,88	€8,49
Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne ponde	7,2 ans	7,5 ans	7,4 ans

Rapprochement avec l'état consolidé du résultat net

		31 Décer	mbre 2013		31 Décembre 2014			31 Décembre 2015				
(En milliers d'€)	R&D	M&C	G&A	Total	R&D	M&C	G&A	Total	R&D	M&C	G&A	Total
Actions gratuites	-				-	-	-	-	(637)	(943)	(491)	[2 071]
Stock options / BSPCE	(2 049)	(2 801)	(1567)	(6 417)	(2777)	(9 264)	(2 638)	(14 679)	(5 247)	(9 591)	(4511)	(19 349)
Plans 1 and 2					a series			- 10				
Plans 3 & 3 Révisé	(65)	(232)	(85)	(382)	26	11	(27)	10	1	(5)		(4)
Plan 4	-				-	-						
Plan 5	(456)	(129)	(696)	(1 281)	(162)	(101)	(194)	(457)	(64)	24	(97)	(137)
Plan 6	(1 140)	(1 294)	(531)	(2 965)	(381)	(1 024)	(33)	(1 438)	(170)	(346)	(12)	(528)
Plan 7	(388)	(1 146)	(255)	(1789)	(1 205)	(6 404)	(855)	(8 464)	(797)	(1586)	(342)	(2 725)
Plan 8					(1054)	(1746)	(1528)	(4 328)	(4 217)	(7 678)	(4 060)	(15 955)
BSA			(459)	[459]	-		(99)	(99)		- and	(222)	(222)
Plan C			(91)	(91)	-	-	-					
Plan D		-	(368)	(368)			(99)	(99)			(7)	(7)
Plan E					-					-	(215)	(215)
Total	(2 049)	[2 801]	(2 026)	(6 876)	(2777)	(9 267)	(2 735)	(14779)	(5 884)	(10534)	(5 224)	(21 642)

G&A : Frais Généraux & Administratifs

M&C : Frais Marketing & Commerciaux

R&D : Frais de Recherche & Développement

Note 9 – Résultat financier

Le poste « résultat financier » de l'état consolidé du résultat net se décompose de la manière suivante :

(En milliers d'€)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2013	2014	2015
Produits des Placements Trésorerie	620	1 440	1 898
Intérêts sur endettement	(342)	(439)	(588)
Gain (Perte) de change	(7 127)	7 611	(5 384)
Autres produits et charges financiers	(19)	(25)	(20)
Total produits et charges financiers	(6 868)	8 587	(4 094)

La perte de change comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2015 résulte principalement de la réévaluation des positions intragroupe entre Criteo SA et sa filiale brésilienne, nette de l'impact des couvertures correspondantes pour 5,4 millions d'euros. Au 31 décembre, le solde des fonds reçus en dollars (70 millions de dollars) résultant de l'introduction en Bourse de Criteo SA au Nasdaq a été vendu et a généré un gain de 1,9 million d'euros.

Au 31 décembre 2015, les principales positions supportant un risque de change sont centralisées et couvertes au niveau de la société-mère

Le gain de change significatif comptabilisée au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2014 résulte principalement de la réévaluation en euros du solde des fonds reçus en dollars (90 millions de dollars) résultant de l'introduction en Bourse en octobre 2013. La réévaluation au cours de change de clôture \$/€ a généré un gain de 8,9 millions d'euros partiellement compensé par le coût des primes des instruments de couverture y afférents (2,2 millions d'euros).

Note 10 – Impôts sur les résultats

Décomposition du poste « Impôts sur les résultats »

Le poste « Impôts sur les résultats » de l'état consolidé du résultat net se décompose comme suit :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Impôts exigibles	(6 110)	(17 260)	(22 787)
Impôts différés	3 697	4 007	14 098
Impôts sur les résultats	(2 413)	(13 253)	(8 689)

Comme précisé dans la note 3 - Principes et méthodes comptables, le Crédit d'Impôt Recherche n'est pas inclus dans le poste « Impôts sur les résultats » mais vient en déduction des Frais de recherche et développement (voir Note 7 – Ventilation des frais de personnel).

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), d'un montant de 1,2 million d'euros, 1,9 million d'euros et 2,7 millions d'euros pour les exercices clos respectivement au 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015 est incluse dans le poste « Impôts exigibles ».

Rapprochement entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique

Le tableau suivant illustre le rapprochement entre la charge d'impôt sur les résultats effective et la charge d'impôt théorique (charge d'impôt calculée au taux nominal de 34,34% hors contributions supplémentaires) :

(En milliers d'€)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2013	2014	2015
Résultat avant impôt	3 806	48 617	65 441
Taux théorique d'impôt	33,33%	34,43%	34,43%
Charge d'impôt calculée au taux théorique	(1 269)	(16 739)	(22 531)
Eléments en réconciliation :			
- Credit d'Impôt recherche	707	1 314	1 220
- Palement fondé sur des actions net de déductions fiscales (UK et US) (1)	(1 894)	2 577	1 991
- Différences permanentes	(1 004)	(1 688)	(906)
- Impôts Différés actifs non reconnus relatifs aux pertes fiscales et aux différences temporaires (2)	(3 573)	(2 673)	(6 812)
- Comptabilisation/ utilisation de pertes fiscales antérieurement non reconnues [3]	1 790	208	11 089
- C.V.A.E. incluse en charge d'impôts	(1 156)	(1860)	(2 752)
- Incidence des déductions fiscales spécifiques ⁽⁴⁾	3 703	6 773	11 314
- Incidence des différences de taux d'imposition	381	(768)	(941)
- Autres Différences	(98)	(397)	(361)
Impôt reconnu au compte de résultat	(2 413)	(13 253)	(8 689)
Taux effectif d'impôt	63,4%	(27,3)%	(13,3)%

⁽¹⁾ Dans la plupart des pays où le Groupe est implanté, les paiements fondés sur des actions n'impliquent pas d'impacts fiscaux à la date d'attribution ou à la date d'exercice sauf au Royaume-Uni (à l'exercice) ou aux Etats-Unis (sous conditions). Pour les exercices 2014 et 2015, le montant des déductions fiscales au Royaume-Uni est et aux Etats-Unis est significatif compte tenu des exercices réalisés sur la période.

⁽²⁾ Pour l'exercice 2013, les actifs d'impôts différés non reconnus étaient principalement liés aux pertes fiscales de Criteo do Brasil. Pour les exercices 2014 et 2015, les actifs d'impôts différés non reconnus étaient principalement liés aux pertes fiscales de Criteo Ltd, Criteo do Brasil et Criteo Advertising (Beijing) Co. Ltd.

⁽³⁾ Le solde 2013 inclue la reconnaissance partielle des pertes fiscales antérieures de Criteo Corp. (Etats-Unis) et de Criteo Ltd. Le solde 2014 concerne principalement Criteo Pty (Australia). La variation significative sur l'exercice 2015 concerne l'activation d'une partie des déficits de Criteo Corp en lien avec d'une part les prévisions de résultat taxable à 3 ans et d'autre part la prise compte de la limitation d'utilisation des pertes fiscales reportables américaines (SEC 382).

⁽⁴⁾ Les déductions fiscales spécifiques concernent l'imposition à taux réduit des redevances technologiques facturées par Criteo SA à ses fillales .

Actifs et passifs d'Impôt différé

Le tableau suivant présente les variations des principales sources d'impôts différés actifs et passifs :

(En milliers d'€)	Provision Retraite	Déficits fiscaux	Immobilisation incorporelle et corporelle	Autres	Plafonnement des impôts différés	Position nette
Solde au 1er janvier 2013	194	10 017	(434)	2 088	(10 854)	1011
Variation en résultat net	118	5 648	(737)	2 054	(3 386)	3 697
Variation en autres éléments du résultat global	16	- 3		33	(27)	22
Variation de périmètre	-	-	(371)	-		(371)
Différences de change		(641)	47	(337)	755	(176)
Solde au 31 décembre 2013	328	15 024	(1 495)	3 838	(13 512)	4 183
Variation en résultat net	160	1 265	1 957	792	(167)	4 007
Variation en autres éléments du résultat global	(133)	940	-	5 028	(4 953)	(58)
Variation de périmètre	31	1 054	(2 563)	241	(1170)	(2 407)
Différences de change	2	1 987	(106)	242	(1683)	442
Solde au 31 décembre 2014	388	19 330	(2 207)	10 141	(21 485)	6 167
Variation en résultat net	184	(266)	2 990	4 350	6 835	14 093
Variation en autres éléments du résultat global	(40)	8 8 0			20	(20)
Variation de périmètre	2	5 145	(2 562)	961	(6 270)	(2 726)
Différences de change		1 906	(131)	21	(1010)	786
Solde au 31 décembre 2015	532	26 115	(1 910)	15 473	(21 910)	18 300

Au 31 décembre 2013, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2015, les actifs d'impôts différés non reconnus s'élevaient respectivement à 13,5 millions d'euros, 21,5 millions d'euros et 21,9 millions d'euros. Ces montants sont principalement liés aux pertes fiscales accumulées non reconnues par Criteo Corp. (8,3 millions d'euros, 10,0 millions d'euros et 11,4 millions d'euros), aux différences temporaires de Criteo do Brazil Ltda (1,8 millions d'euros, 2,1 millions d'euros et 3,6 millions d'euros pour 2013, 2014 et 2015 respectivement) et de Criteo Ltd (6,3 millions d'euros au 31 décembre 2014 et 4,3 millions d'euros au 31 décembre 2015).

La variation de périmètre intervenue en 2015 concerne la reconnaissance d'un impôt différé passif sur la technologie de Datapop lors de l'acquisition.

La variation en résultat net sur l'exercice 2015 s'explique principalement par la reconnaissance d'impôts différés actif sur les pertes fiscales accumulées de Criteo Corp. en fonction des résultats fiscaux prévisionnels de la filiale sur trois ans (8,6 millions d'euros comptabilisés en produit d'impôt différé au compte de résultat), les impôts différés actifs reconnus sur les différences temporaires de la filiale japonaise pour 0,9 million d'euros et la reprise de l' impôt différé passif cité ci-dessus lors de la cession de la technologie Datapop de Criteo Corp à Criteo SA.

Créances d'impôts sur les résultats

Ce poste correspond principalement aux acomptes versés par Criteo do Brazil Ltda ainsi que des retenues à la source imputables sur les impôts futurs chez Criteo Corp.

Note 11 – Catégories d'actifs et passifs financiers

Actifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories d'actifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

	31 Décembre 2013						
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Prêts et créances		Juste valeur			
Actifs financiers non courants	7 627	7 627	- 4	7 627			
Clients et comptes rattachés	87 643	87 643	(=)	87 643			
Autres créances d'exploitation	13 466	12 878	588	13 466			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 343	-	234 343	234 343			
Total	343 079	108 148	234 931	343 079			

(En milliers d'€)	31 Décembre 2014						
	Valeur au bilan	Prêts et créances		Juste valeur			
Actifs financiers non courants	9 494	9 494	-	9 494			
Clients et comptes rattachés	158 633	158 633	-	158 633			
Autres créances d'exploitation	21 021	21 021	-	21 021			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	289 784	-	289 784	289 784			
Total	478 932	189 148	289 784	478 932			

	31 Décembre 2015						
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Prêts et créances	The second second second	Juste valeur			
Actifs financiers non courants	15 784	15 784	-	15 784			
Clients et comptes rattachés	240 264	240 264	; # (240 264			
Autres créances d'exploitation	41 944	41 944	-	41 944			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	324 733	-	324 733	324 733			
Total	622 725	297 992	324 733	622 725			

Passifs financiers

Les tableaux suivants présentent les catégories des passifs financiers du Groupe pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013						
	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti		Juste valeur			
Dettes financières	11 316	11 213	103	11 316			
Fournisseurs et comptes rattachés	75 889	75 889	-	75 889			
Autres dettes d'exploitation	35 224	35 224	-	35 224			
Total	122 429	122 326	103	122 429			

	31 Décembre 2014						
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti		Juste valeur			
Dettes financières	12 174	11 562	612	12 174			
Fournisseurs et comptes rattachés	135 557	135 557		135 557			
Autres dettes d'exploitation	63 719	63 7 1 9	-	63 719			
Total	211 450	210 838	612	211 450			

		31 Décembre 2015			
(En milliers d'€)	Valeur au bilan	Passifs au coût amorti		Juste valeur	
Dettes financières	9 578	9 070	508	9 578	
Fournisseurs et comptes rattachés	226 304	226 304		226 304	
Autres dettes d'exploitation	80 361	80 361	(=)	80 361	
Total	316 243	315 735	508	316 243	

Note 12 – Goodwill

(En milliers d'€)	Goodwill
Valeur nette au 1er Janvier 2014	4 191
Acquisitions	18 458
Cessions	-
Différences de change	295
Dépréciation	-
Valeur nette au 31 Décembre 2014	22 944
Valeur brute fin de période	22 944
Amortissements et pertes de valeur fin de période	-
Valeur nette au 1er Janvier 2015	22 944
Acquisitions	14 652
Cessions	-
Différences de change	957
Dépréciation	-
Valeur nette au 31 Décembre 2015	38 553
Valeur brute fin de période	38 553
Amortissements et pertes de valeur fin de période	Ē

Le 17 février 2015, Criteo Corp., filiale de la société Criteo SA, a acquis DataPop Inc., une société basée à Los Angeles, spécialisée dans la connexion entre les catalogues produits des distributeurs et l'intention produits à l'intention d'achat des utilisateurs pour un montant de 22,0 millions de dollars (16,0 millions d'euros) se décomposant en 3,7 millions de dollars (2,7 millions d'euros) en avances de trésorerie et 18,3 millions (13,3 millions d'euros) pour l'acquisition des titres, prélevé à la date d'acquisition sur la trésorerie disponible du Groupe. Ce regroupement d'entreprises a été comptabilisé selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3. Au 31 décembre 2015, suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, un actif de 7,8 millions de dollars (6,8 millions d'euros) a été identifié. Le Goodwill résiduel a été évalué à 16,7 millions de dollars (14,7 millions d'euros). Les coûts d'acquisition sont de 0,5 millions d'euros et ont été comptabilisés en charges.

Le 7 avril 2014, Criteo a fait l'acquisition de la société AdQuantic, une société dédiée à l'optimisation des campagnes publicitaires, basée à Paris. Le Groupe a acquis l'ensemble des actions d'AdQuantic pour un montant de 3,0 millions d'euros, prélevé à la date d'acquisition sur la trésorerie disponible du Groupe. Au 31 décembre 2014, suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, Goodwill a été évalué à 2,8 millions d'euros correspondant au personnel et au savoir-faire acquis. Les coûts d'acquisition sont de 0,1 millions d'euros et ont été comptabilisés en charges sur l'exercice.

Le 19 février 2014, Criteo a fait l'acquisition de la société Tedemis, spécialiste de solutions d'email marketing personnalisé en temps réel, qui permet aux annonceurs de convertir les visiteurs de leurs sites web en acheteurs. Le Groupe a acquis l'ensemble des actions de Tedemis pour un montant de 21,0 millions d'euros composés de 17,0 millions d'euros, prélevé à la date d'acquisition sur la trésorerie disponible du Groupe et de paiements additionnels d'un montant total de 4,0 millions d'euros conditionnés à la survenance d'événements déterminés par les parties sur une période de 2 ans. Au 31 décembre 2014, suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, les actifs suivants ont été identifiés : technologie pour 2,8 millions d'euros, *cookie pool* pour 4,6 millions d'euros et impôts différés correspondants pour 2,3 millions d'euros. Le Goodwill résiduel a été évalué à 15,6 millions d'euros. Les coûts d'acquisition sont de 0,4 millions d'euros et ont été comptabilisés en charges (dont 0,1 millions d'euros sur l'exercice 2013).

Le 11 juillet 2013, le Groupe a acquis l'ensemble des actions d'ADX, qui permet aux annonceurs et aux agences de suivre, mesurer et analyser la performance des campagnes publicitaires dans les applications mobiles. Le montant global de l'acquisition est de 9,1 millions d'euros (7,9 millions de livres sterling) (basé sur le cours de change de 1,1591 € pour 1£ au 11 juillet 2013) réparti ainsi : 5,5 millions d'euros (4,7 millions de livres sterling) réglés en numéraire à la date d'acquisition, 0,3 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling) réglés en paiements différés à un des vendeurs sans continuité du contrat de travail (inclus dans le coût d'acquisition des titres), 3,3 millions d'euros (2,9 millions de livres sterling) réglés en paiements différés aux autres vendeurs sous condition de continuité du contrat de travail (rémunérations post-acquisition). Au 31 décembre 2013, suite à la réalisation de l'allocation du prix d'acquisition, les actifs suivants ont été identifiés : relations clients pour 0,7 millions d'euros (0,6 millions de livres sterling), technologie pour 1,1 millions d'euros (0,9 millions de livres sterling), impôts différés correspondants pour 0,4 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling). Le Goodwill résiduel a été évalué à 4,2 millions d'euros (3,5 millions de livres sterling). Les rémunérations post-acquisition ont été comptabilisées pour 2,4 millions d'euros en charges de personnel en Recherche et Développement. Les coûts d'acquisition sont de 0,4 millions d'euros (0,3 millions de livres sterling) et ont été comptabilisés en charges sur l'exercice 2013.

Aux 31 décembre 2015, 2014 et 2013, le Groupe n'a pas reconnu de dépréciation du goodwill, compte tenu du fait que la valeur recouvrable l'unité génétrice de trésorerie dépassait de façon significative la valeur comptable de cette dernière.

Note 13 – Immobilisations incorporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'ε)	Logiciels		immobilisations incorporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2014	5 178	1 443	3	6 624
Acquisitions	2 055	94	280	2 335
Cessions et mises au rebut		-	(6)	(6)
Amortissements	(3 033)	(2 916)	- 4	(5 949)
Variation de périmètre	17	7 450	6	7473
Différences de change	1	82	-	83
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	-		-	
Valeur nette au 31 Décembre 2014	4 218	6 059	283	10 560
Valeur brute fin de période	9 191	9 331	283	18 805
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(4 973)	(3 272)	-	(8 245)
Valeur nette au 1er Janvier 2015	4 218	6 059	283	10 560
Acquisitions	5 091	500	1 057	6 648
Cessions et mises au rebut	-			-
Amortissements	(3 274)	(5 963)	-	(9 237)
Variation de périmètre	2	6 815		6817
Différences de change		338	-	338
Transferts d'immobilisations incorporelles en cours	283		(283)	-
Valeur nette au 31 Décembre 2015	6 320	7 749	1 057	15 126
Valeur brute fin de période	14 570	17 025	1 057	32 652
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(8 250)	(9 276)		(17 526)

Les acquisitions de logiciels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 concernent essentiellement l'achat de licences Microsoft, SAP et Kyriba (nouveau système de gestion de trésorerie).

Le montant significatif des amortissements sur les technologies et relations clients correspond principalement à l'amortissement des technologies acquises par Criteo SA (Ad-X, Datapop, Tedemis) et l'amortissement accéléré de l'incorporel *cookie pool* (1,2 millions d'euros) provenant de l'acquisition de Tedemis en 2014.

La variation de périmètre correspond essentiellement à la valorisation d'un actif technologique suite à l'allocation du prix d'acquisition de l'entité Datapop acquise sur la période.

Note 14 – Immobilisations corporelles

Les mouvements concernant la valeur nette comptable des immobilisations corporelles sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'€)	Installations et agencements	Matériel et mobilier	Immobilisations corporelles en cours	Total
Valeur nette au 1er Janvier 2014	1 159	22 814	743	24 716
Acquisitions	1 464	31 099	1 776	34 339
Cessions et mises au rebut	(61)	(96)	-	(157)
Amortissements	(598)	(16 987)	-	(17 585)
Location Financement	-	92	- 1	92
Variation de périmètre	48	36	(22)	62
Différences de change	48	1 466	46	1 560
Transferts d'immobilisations en cours	-	611	(611)	
Valeur nette au 31 Décembre 2014	2 060	39 035	1 932	43 027
Valeur brute fin de période	3 012	69 200	1 932	74 144
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(952)	(30 165)	-	(31 117)
Valeur nette au 1er Janvier 2015	2 060	39 035	1 932	43 027
Acquisitions	12 094	45 862	3 598	61 554
Cessions et mises au rebut	(47)	(44)		(91)
Amortissements	(1 659)	(29 299)		(30 958)
Location Financement		-		
Variation de périmètre	27	64		91
Différences de change	(8)	2 118	29	2 139
Transferts d'immobilisations en cours	707	622	(1 329)	-
Valeur nette au 31 Décembre 2015	13 174	58 358	4 230	75 762
Valeur brute fin de période	14 648	115 706	4 230	134 584
Amortissements et pertes de valeur fin de période	(1 474)	(57 348)		(58 822)

Les mouvements dans les immobilisations corporelles concernent principalement les acquisitions de serveurs dans les filiales française, américaine, japonaise et singapourienne où sont localisés les *Data Centers* du Groupe ainsi que les aménagements des nouveaux locaux à Londres, New York, Boston et Palo Alto.

Note 15 – Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants sont principalement composés du nantissement d'un compte à terme pour un montant de 5,6 millions d'euros, exigé par la banque en contrepartie de l'octroi d'une garantie à première demande au profit du bailleur du siège social et de dépôts de garantie versés au titre des locations immobilières et des contrats d'emprunts avec Bpifrance Financement (Banque publique d'investissements) pour un montant de 10,2 millions d'euros. La variation sur l'exercice 2015 résulte de nouveaux dépôts de garantie sur des locations immobilières de New York, Boston et Londres.

Note 16 - Créances clients

Le tableau suivant présente la ventilation de la valeur nette comptable des créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Créances clients et comptes rattachés	89 476	161 870	246 017
Dépréciation	(1833)	(3 237)	(5 753)
Valeur nette fin de période	87 643	158 633	240 264

Le tableau suivant présente l'évolution des dépréciations de créances clients pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2013	31 Décembre 2015
Montant début de période	(984)	(1 833)	(3 237)
Provision pour dépréciation	(980)	(1 695)	(2 398)
Reprise de provision	261	686	-
Variations de périmètre	(126)	(326)	(85)
Ecart de conversion	(4)	(69)	(33)
Montant fin de période	(1833)	(3 237)	(5 753)

Note 17 – Autres créances d'exploitation

Le tableau suivant présente le détail des autres actifs courants pour les exercices présentés :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Fournisseurs débiteurs	476	546	2 548
Créances sociales	33	10	86
Créances fiscales	10 771	16 101	27 144
Débiteurs divers	2	1 051	3 462
Charges Constatées d'Avance	1 598	3 313	8 704
Valeur brute fin de période	13 466	21 021	41 944
Dépréciation	2	-	-
Valeur nette fin de période	13 466	21 021	41 944

Les créances fiscales concernent principalement les créances de TVA et les créances de Crédit Impôt Recherche. Les charges constatées d'avance sont constituées essentiellement des loyers payés d'avance.

Note 18 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

État consolidé de la situation financière

Le tableau suivant présente la ventilation du poste «Trésorerie et équivalents de trésorerie » pour chaque exercice présenté :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	
OPCVM monétaires	-	129 073	49 773
Comptes à terme	17 993	20 559	104 829
Disponibilités	216 350	140 152	170 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie	234 343	289 784	324 733

Les équivalents de trésorerie comprennent des OPCVM monétaires et comptes à terme qui respectent les critères de la norme IAS 7 : placements à court terme très liquides et présentant un risque de changement de valeur considéré comme négligeable.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

Le poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » de clôture, tel que présenté dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, peut être réconcilié avec les postes de l'état consolidé de la situation financière, comme suit :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	The second secon
Trésorerie et Equivalents de Trésorerie	234 343	289 784	324 733
Découverts bancaires	(1)		-
Trésorerie Nette	234 342	289 784	324 733

Note 19 – Capital social

Le Groupe gère son capital de façon à s'assurer que (i) les entités du Groupe seront en mesure de maintenir la continuité de leur exploitation tout en (ii) maximisant le rendement pour les investisseurs au moyen de l'optimisation de la dette financière et des fonds propres.

La structure financière du Groupe est composée de l'endettement net (Dettes financières (notes 22 et 23) nettes de la trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 18)) et des fonds propres (composés du capital, des primes et réserves, du résultat net et des participations ne donnant pas le contrôle).

Le Groupe n'est soumis à aucune contrainte ou exigence externe en matière de capital.

Capital souscrit

Au 31 décembre 2015, le capital social de la Société-mère est composé de 62 470 881 actions ordinaires, d'une valeur nominale de 0,025 € soit un capital de 1 561 772,03 euros.

Variation du nombre d'actions en circulation

(En nombre d'actions)	Actions ordinaires
En circulation au 1er Janvier 2014	56 856 070
Emission d'actions - Augmentation de capital en numéraire (1)	525 000
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE (2)	3 521 625
En circulation au 31 Décembre 2014	60 902 695
Approuvé par l'AG du 18 juin 2014 et Conseil d'administration du 21 mars 2014 (2) Approuvé par le Conseil d'administration du 29 janvier 2014, 4 mars 2014, 23 avril 2014, 30 juillet 2014 et 4 décembre 2014	
En circulation au 1er Janvier 2015	60 902 695
Emission d'actions - Exercices d'OSA/BSPCE (3)	1 568 186
En circulation au 31 Décembre 2015	62 470 881

Approuvé par le Conseil d'administration du 29 janvier 2015, 19 mars 2015, 30 avril 2015, 30 juillet 2015, 29 octobre 2015 et 17 décembre 2015

Note 20 - Résultat par action

Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	1 065	34 354	54 296
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	48 692 148	58 928 563	61 835 499
Résultat de base par action	0,02€	0,58€	0,88€

Résultat dilué par action

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net consolidé attribuable aux actionnaires de Criteo SA par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation majoré des actions potentiellement dilutives non encore émises en fonction des plans d'attribution de BSCPE, BSA, OSA et d'actions gratuites (note 8). Il n' a pas d'autres instruments dilutifs potentiels aux 31 décembre 2013, 2014 et 2015. Par conséquent, l'effet dilutif potentiel total est pris en compte.

Pour chaque exercice présenté, un instrument de capitaux propres (i.e. une option de souscription d'action, un bon de souscription d'action, une actions gratuite ou encore un BSPCE) est considéré comme potentiellement dilutif, s'il est « dans la monnaie » (c'est-à-dire si le prix d'exercice ou de règlement est inférieur au prix moyen du marché.

	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Profit de la période - Attribuable aux actionnaires de Criteo SA	1 065	34 354	54 296
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action	48 692 148	58 928 563	61 835 499
Effet des instruments dilutifs :	5 907 992	3 137 136	2 939 608
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	54 600 140	62 065 699	64 775 106
Résultat dilué par action	0,02 €	0,55€	0,84€

Note 21 – Avantages du personnel

Régimes de retraite à prestations définies

Conformément à la loi française et à la convention collective Syntec, les salariés français ont droit à une indemnité versée lors du départ à la retraite.

Le tableau suivant présente les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies :

(£n milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Valeur actuelle de l'engagement retraite début d'exercice	582	925	1 025
Coût des services rendus	281	371	398
Coût financier	15	25	20
Ecarts actuariels	47	(386)	(115)
Variation de périmètre	-	90	
Valeur actuelle de l'engagement retraite fin d'exercice	925	1 025	1 328

Le rapprochement entre les variations de la valeur actuelle des engagements de retraite à prestations définies de la situation financière consolidée et la charge comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net pour les exercices présentés est illustré dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Coût des services rendus	(281)	(371)	(398)
Coût financier	(15)	(25)	(20)
Ecarts actuariels	(47)	386	115
Charge comptabilisée au titre des régimes à prestations définies	(343)	(10)	(303)
Dont:			
- Autres éléments du résultat global	(47)	386	115
-Frais de recherche et développement	(109)	(126)	(147)
-Frais marketing et commerciaux	(105)	(142)	(138)
- Frais généraux et administratifs	(67)	(103)	(113)
- Produits et charges financiers	(15)	(25)	(20)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre de l'évaluation des engagements de retraite à prestations définies sont présentées ci-dessous :

	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Taux d'actualisation (Oblig. AA)	3,20%	1,50%	2,50%
Taux de revalorisation des salaires	5,00%	5,00%	5,00%
Taux de charges sociales	44,00%	44% - 47,60%	48% - 51%
Age de départ en retraite	65 ans	65 ans	65 ans
Table de mortalité	INSEE - 2003-2005 II	NSEE - 2007-2009	TGHF 2005
hypothèses de turnover des effectifs :	0 - 10%	0 - 15%	0 - 15%

Régimes de retraite à cotisations définies

La charge totale comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au titre des régimes de retraite à cotisations définies est présenté ci-dessous :

(En milliers d'€)	31 Décembre	31 Décembre	31 Décembre
	2013	2014	2015
Charge de Personnel comptabilisée au titre des régimes à cotisations définies	(3 129)	(4 917)	(7 504)

Note 22 – Passifs financiers

Les variations des passifs financiers courants et non courants au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sont présentées dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2014	Nouveaux emprunts	Remboursements	Variation de perimètre	Autres	Differences de change	31 Décembre 2015
Emprunts bancaires (1)	4 155			-	(1 150)		3 005
Emprunts Location Financement	21	- 19	-		(21)	140	-
Dettes financières diverses	157				(157)		
Total non courant	4 333				(1 328)		3 005
Emprunts bancaires (1)	6 595	3 629	(7 868)	1 569	1 442	118	5 485
Emprunts Location Financement	232	-	(232)		21		21
Dettes financières diverses	402		(906)	874	157	32	559
Instruments dérivés	612				(104)		508
Total courant	7 841	3 629	(9 006)	2 443	1 516	150	6 573
Emprunts bancaires (1)	10 750	3 629	(7 868)	1 569	292	118	8 490
Emprunts Location Financement	253		(232)	-		140	21
Dettes financières diverses	559	-	(906)	874		32	559
Instruments dérivés	612	- 4		- E	(104)	-	508
Total	12 174	3 629	(9 006)	2 443	188	150	9 578

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Le Groupe a signé différents accords de prêts avec des établissements financiers tiers dédiés au financement d'actifs corporels, comme indiqué ci-dessous :

Date d'octroi	Montant autorisé (en milliers)	Montant tiré (Facilité de credit) (en milliers)	Taux	Echéance
Prêts de LCL				
7 juin 2013	8 000 €	N/A	Fixe: 2,30%	7 juin 2016
Prêt de BPI				
20 février 2014	3 000 €	N/A	Fixe: 2,09%	31 mai 2021
Facitilité de credit renouvelable - Central - BPI				
20 février 2014	2 000 €	50 €	Taux flottant: EURIBOR 3M +0,7%	28 février 2017
Facitilité de credit renouvelable - Chine - HSBC				
12 mai 2015	40 000 RMB	25 000 RMB	Taux flottant: +10%	N/A
Facilité de crédit renouvelable - Criteo SA				
24 septembre 2015	250 000 €	-	Euribor ou Libor + marge ajustable en fonction du ratio de Leverage	23 septembre 2020

Le 24 septembre 2015, une ligne de crédit renouvelable multidevises auprès de BNP Paribas, Crédit Lyonnais (LCL), HSBC France, Natixis et Société Générale, d'un montant de 250,0 millions d'euros (ou d'un montant équivalent en dollars ou dans d'autres devises optionnelles sous conditions) a été contractée pour une durée de cinq ans. Cette nouvelle ligne de crédit multidevises non garantie est destinée à financer les besoins généraux du Groupe, incluant les opérations de croissance externe . Les intérêts sont basés sur un taux de référence égal à la somme du taux Euribor / Libor selon un tirage en euros / dollars, plus une marge ajustable en fonction du ratio de levier et de coûts additionnels applicables contractuels. L'accord contient des clauses obligatoires d'usage relatives aux prépaiements, indemnités, représentations, engagements (ratio dette nette sur EBITDA ajustée, restrictions en cas de nouvel endettement) et défaillance.

Le prêt contracté auprès du Crédit Lyonnais (LCL) est remboursable par échéances mensuelles constantes et est à échéance juin 2016. Au 31 décembre 2015, le montant total restant à rembourser s'élève à 1,4 millions d'euros.

⁽²⁾ dont classification courant / non courant

En février 2014, deux prêts ont été contractés auprès de la BPI France (Banque Publique d'Investissements) pour financer le développement du Groupe. Le premier contrat correspond à une ligne de crédit d'un montant de 3 millions d'euros, d'une durée de sept ans, remboursable trimestriellement après une période de deux ans. Le second contrat correspond à une ligne de crédit, d'une durée de trois ans, renouvelable, d'un montant maximum de 3,0 millions d'euros, ramené à 2,0 millions au 31 décembre 2015. Il est remboursable annuellement et rémunérée au taux Euribor 3 mois + 0,70% marge. Au 31 décembre 2015, cet emprunt a fait l'objet d'un tirage à hauteur de 50 000 euros. Une commission d'engagement de 0,30% est due trimestriellement en fonction du montant utilisé. En octobre 2014, et ammendé en mai 2015, une ligne de crédit renouvelable a été contractée avec HSBC pour financer le développement de notre filiale chinoise pour un montant total de 15,0 millions de yuan renminbi (1,8 millions d'euros), ramené à hauteur de 40,0 millions de yuan renminbi (5,7 millions d'euros) par un amendement signé en mai 2015.

Les intérêts sont déterminés en fonction d'un comparable de taux à la date du tirage par le Banque centrale chinoise avec un mark-up de 10% et payable à échéance du prêt. Au 31 décembre 2015, cet emprunt a fait l'objet d'un tirage à hauteur de 25,0 millions de yuan renminbi (4,8 millions d'euros).

Ces prêts intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception du covenant relatif à la ligne de crédit de 250,0 millions d'euros, respecté au 31 décembre 2015.

Note 23 – Endettement net

L'endettement net du Groupe est calculé en déduisant la trésorerie et les équivalents de trésorerie des passifs financiers. Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devises.

Comme indiqué dans les notes 4 et 19, les risques de marché sont contrôlés par la Direction, qui définit la politique de gestion de l'endettement financier net consolidé, notamment en termes de liquidité, de taux d'intérêt, de taux de change et d'exposition aux risques des contrepartie pour les mois à venir et analyse de la gestion passée (transactions réalisées, résultats financiers).

Les tableaux suivants présentent l'endettement net par échéance et par devise.

Endettement net par échéance

(En milliers d'€)	Valeur		Echéance				
	au bilan	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Emprunts bancaires (1)	8 490	5 484	775	731	600	600	300
Emprunts Location Financement	21	21					
Dettes financières diverses	559	559					
Instruments dérivés	508	508					
Total dettes financières	9 578	6 572	775	731	600	600	300
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(324 733)	(324 733)		200 00000			
Total Endettement net	(315 155)	(318 161)	775	731	600	600	300

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Endettement net par devise

		leur Devise						
au bilan	EUR	GBP	USD	CNY	JPY	KRW	AUTRES	
8 490	4 912			3 578				
21	21	-	(8)	-	-	-		
559	559	-	-		-	=	-	
508	508	-	-	-	-	-		
9 578	6 000		(0)	3 578				
(324 733)	(260 220)	(4 520)	(19 434)	(2 622)	(15 794)	(2 330)	(19 813)	
(315 155)	(254 220)	(4 520)	(19 434)	3 578	(15 794)	(2 330)	(19 813)	
	8 490 21 559 508 9 578 (324 733)	8 490 4 912 21 21 559 559 508 508 9 578 6 000 (324 733) (260 220)	8 490 4 912 - 21 21 - 559 559 - 508 508 - 9 578 6 000 - (324 733) (260 220) (4 520)	8 490	8 490 4 912 - - 3 578 21 21 - - 559 559 - - - 508 508 - - - 9 578 6 000 - - 3 578 (324 733) (260 220) (4 520) (19 434) (2 622)	8 490	8 490 4 912 - - 3 578 - 21 21 - - - 559 559 - - - 508 508 - - - 9 578 6 000 - 3 578 - (324 733) (260 220) (4 520) (19 434) (2 622) (15 794) (2 330)	

⁽¹⁾ dont intérêts courus

Note 24 - Provisions

(En milliers d'€)		Provisions pour litiges sociaux	Provisions pour litiges fiscaux	Autres provisions	Total
Solde au 1er Janvier 2014		340	490		830
Dotations		331	-	(*	331
Reprises de provision utilisée			-	-	
Reprises de provision non utilisée		(96)	(2)	2	(98)
Variation de périmètre		68	177	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	245
Différences de change		-	120	-	-
Autres mouvements		1.5	(177)	/E	(177)
Solde au 31 Décembre 2014		643	488		1 131
Dotations		181	40	342	563
Reprises de provision utilisée		(439)	5.5	-	(439)
Reprises de provision non utilisée		(167)	(488)	9	(655)
Variation de périmètre		1.0			
Différences de change		3	-	11	14
Autres mouvements		-	(4)		-
Solde au 31 Décembre 2015		221	40	353	614
	courant	221	40	353	614
	non courant		*		

Les provisions concernent principalement des litiges provisionnés selon le meilleur estimé de la Direction de la sortie de ressources pour éteindre l'obligation, relatives à des litiges sociaux et à des coûts de sortie de locaux. Le principal mouvement de la période concerne la reprise de la provision pour litige fiscal constituée au 31 décembre 2011 pour 0,5 million d'euros suite à la réception de la notification au cours de l'exercice 2015. En 2011, le Groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal couvrant les exercices fiscaux 2008 et 2009. À la fin de l'exercice 2011, le Groupe a reçu un avis de mise en recouvrement et a constitué une provision s'établissant à 0,5 millions d'euros au 31 décembre 2011. Suite à un nouveau contrôle fiscal opéré en 2013 et portant sur les exercices 2010 et 2011, les redressements non significatifs ont été provisionnés. La provision avait été maintenue aux 31 décembre 2013 et 2014.

Note 25 – Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Decembre 2014	31 Décembre 2015
Clients créditeurs	2 414	3 362	5 735
Dettes sociales	14 340	25 815	38 831
Dettes fiscales	13 069	23 721	27 266
Dettes sur immobilisations	4 995	10 376	7 382
Dettes diverses	406	86	1 001
Produits constatés d'avance	_	359	146
Total	35 224	63 719	80 361

Note 26 - Engagements hors bilan

Les paiements minimaux futurs au titre des engagements immobiliers, hosting et autres non résiliables sont présentés ci-dessous :

(En milliers d'€)	- 1 an	1 à 5 ans	+5 ans	Total
Engagements Immobiliers				
Paiements minimaux futurs au 31 Décembre 2015	23 764	93 218	43 288	160 270
Engagements Hosting				
Paiements minimaux futurs au 31 Décembre 2015	28 813	30 963	-	59 776
Autres engagements de location				
Palements minimaux futurs au 31 Décembre 2015	3 175	8 642		11817

Charges de location simple

Les charges de location simple relatives aux bureaux s'élèvent à 8,9 millions d'euros, 14,2 millions d'euros et 21,3 millions d'euros pour les exercices 2013, 2014 et 2015 respectivement.

Les coûts d'hébergement de *data centers* s'élèvent à 12,2 millions d'euros, 18,7 millions d'euros et 27,4 millions d'euros pour les exercices 2013, 2014 et 2015 respectivement.

Facilités de crédit court terme et découverts bancaires

Tel qu'indiqué en note 22, le Groupe est engagé dans trois lignes de crédit renouvelables avec BPI France, HSBC et un syndicat de banques permettant de disposer respectivement de 2 millions d'euros, 5,7 millions d'euros (40 millions de yuan renminbi) et de 250 millions d'euros au 31 décembre 2015. Au 31 décembre 2015, les tirages respectifs s'élèvent à 0,1 millions d'euros, 3,6 millions d'euros (25 millions de yuan renminbi) et de 0 million d'euros au 31 décembre 2015.

Le Groupe dispose aussi de facilités bancaires sous forme de lignes de crédit court terme et de découverts bancaires autorisés auprès de HSBC plc, du LCL et du Crédit Industriel et Commercial (CIC). Le Groupe pourrait ainsi disposer d'un montant maximum de 9.4 millions d'euros de facilités avec ces établissements bancaires. Au 31 décembre 2015, aucun tirage n'a été effectué. En cas de tirage, les intérêts sont calculés sur la base du taux Euribor 1 mois ou Euribor 3 mois.

S'agissant de financements court terme, les banques peuvent les dénoncer dans un très court délai. Ces facilités intègrent des clauses particulières en cas de défaut de paiement, mais n'ont fait l'objet d'aucun octroi de garantie et ne contiennent aucune clause de covenant bancaire à l'exception de la ligne de crédit de 250 millions d'euros pour laquelle les conditions sont respectées au 31 décembre 2015.

Note 27 - Parties liées

Au 31 décembre 2015, la Direction du Groupe est composée des personnes suivantes :

Jean-Baptiste Rudelle - Président du Conseil d'Administration, Président Directeur Général et Cofondateur

Romain Niccoli – *Chief Technology Officer*, Benoît Fouilland – Directeur financier Groupe Eric Eichmann—*Chief Operating Officer*

Le montant global des rémunérations versées à la Direction du Groupe, incluant les charges sociales, est présenté dans le tableau suivant :

(En milliers d'€)	31 Décembre 2013	31 Décembre 2014	31 Décembre 2015
Avantages à court terme (1)	(3 404)	(3 125)	(2 766)
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	(167)	(182)	(221)
Paiements fondés sur des actions	(2 621)	(2 481)	(4 143)
Total	(6 192)	(5 789)	(7 130)

⁽¹⁾ Salaires, bonus et autres rémunérations

Le conseil d'administration, lors de sa séance du 17 décembre 2015, a décidé à compter du 1er janvier 2016 de dissocier les fonctions de président du conseil d'administration (Executive Chairman) et de directeur général (Chief Executive Officer (CEO)) et de nommer Monsieur Eric Eichmann en qualité de directeur général (Chief Executive Officer (CEO)). Monsieur Jean — Baptiste Rudelle est nommé Président du Conseil d'Administration.

Note 28 – Evènements postérieurs à la clôture

Le Groupe a revu les évènements intervenus entre le 31 décembre 2015 et le 25 février 2016, date de l'arrêté des comptes consolidés par le Conseil d'administration. Aucun évènement significatif ne requière un ajustement ou une mention supplémentaire dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

⁽²⁾ Régime de retraite à prestation définie